

S U R V I V R E

Mouvement international et interprofessionnel pour notre survie

fondé le 20-7-1970 à Montréal

Directeur de publication (édition française) : C. Chevalley

Comité de rédaction : G. Edwards, A. Grothendieck

Conseil Provisoire du Mouvement : M. Escuder (institutrice, France),
A. Grothendieck (mathématicien, France), W. Messing (mathématicien, USA),
E. Wagneur (mathématicien, Canada)

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

SOMMAIRE DU N° 1

Présentation du mouvement SURVIVRE	p. 2
Lignes directrices	p. 3
Structures futures	p. 9
Compte-rendu de la première assemblée plénière	p.11
Sur le divorce entre Science et Vie (A. Grothendieck, d'après Koosis et al.)	p.14
Les savants et l'appareil militaire (G. Edwards, d'après A. Grothendieck)	p.17
Gérard (Daechsel) préfère militer en dehors du Mouvement (A. Grothendieck)	p.29
Liste des adhérents le 18-8-1970	p.31
Renseignements : adhésions, cotisations, abonnements articles pour SURVIVRE	p.32

PRESENTATION DU MOUVEMENT SURVIVRE .

Le mouvement international SURVIVRE a été fondé le 20.7.1970 à Montréal par un groupe de scientifiques (κ). Sa première assemblée plénière a été tenue le 24.7.1970. On en trouvera ci-dessous (p.11) le compte rendu, contenant une liste des adhérents au Mouvement au jour de cette assemblée. Le journal du Mouvement, qui porte le même nom SURVIVRE que le Mouvement, publiera la liste des adhérents au fur et à mesure des adhésions. Il sera le porte-parole et le principal moyen d'action du Mouvement.

On trouvera quelques motivations pour certains aspects essentiels du Mouvement dans un article ci-dessous de A. Grothendieck (p. 9), qui résume la substance d'une discussion collective qui a eu une influence déterminante sur l'éclosion du Mouvement. Des motivations d'autres aspects également importants du Mouvement sont développées dans l'article de G. Edwards (p.17).

La nature du Mouvement est définie dans les "Lignes directrices du Mouvement International SURVIVRE " (p.3), contenant également une description du programme que s'assigne notre journal (n° 8). Les lignes directrices du Mouvement qui y sont énoncées sont sujettes à être précisées et complétées par la suite, conformément aux décisions qui seront prises par l'ensemble des adhérents au Mouvement (voir p. 5).

La présentation actuelle du journal SURVIVRE est provisoire, et le Comité de rédaction sera élargi par la suite. SURVIVRE paraîtra d'abord mensuellement.

Aucun des adhérents du mouvement SURVIVRE au jour de sa première assemblée plénière n'a en ce moment de compétence particulière dans les questions qui font l'objet du Mouvement et de son journal. Ils partagent cependant la conviction de l'urgence d'une action énergique et immédiate du plus grand nombre possible d'hommes et de femmes de tous les pays pour approfondir ces problèmes, et pour leur trouver une réponse adéquate, y compris sur le plan de l'action concrète dans la vie de tous les jours de chacun de nous.

Pour que notre journal SURVIVRE puisse remplir les tâches qu'il s'est fixées, il faut qu'il puisse compter sur la collaboration de nombreux adhérents ou sympathisants au Mouvement, tant dans le large public que parmi les scientifiques (et plus particulièrement parmi les biologistes):

S U R V I V R E , journal de notre mouvement S U R V I V R E ,
sera ce que l'ensemble de ses adhérents et sympathisants en fera.

(κ) d'horizons politiques très différents, réunis à l'occasion du Séminaire de Mathématique Supérieure de l'Université de Montréal. La création du Mouvement a été facilitée par l'aide courtoise et efficace de M.J. Maranda, organisateur du Séminaire et chef du Département de Mathématiques de l'Université de Montréal, et des secrétaires du Département, dans le cadre des activités sociales du Séminaire. Nous tenons à les remercier ici de leur assistance, et espérons que nous pourrons les compter un jour parmi les adhérents au Mouvement, à l'éclosion duquel ils ont assisté et techniquement contribué.

LIGNES DIRECTRICES POUR LE MOUVEMENT INTERNATIONAL S U R V I V R E .

1. BUT DU MOUVEMENT.

Lutte pour la survie de l'espèce humaine, et de la vie en général, menacés par le déséquilibre écologique créé par la société industrielle contemporaine (pollutions et dévastations de l'environnement et des ressources naturelles), par les conflits militaires et les dangers de conflits militaires.

2. DOMAINES D'ACTION DU MOUVEMENT.

Cette lutte est conçue sur les fronts suivants:

- a) Travail d'éducation et d'autoéducation permanente auprès de la population et de la communauté scientifique, en vue de combler le fossé entre Science et Vie, scientifiques et population, vers les deux objectifs principaux:
- 1°) Sensibiliser les scientifiques à leurs responsabilités particulières dans la société humaine, ainsi qu'aux implications pratiques de leurs travaux.
 - 2°) Dépouiller la science du caractère de "magie noire" qu'elle a prise auprès de la population et même auprès de certains scientifiques, en faisant voir que les résultats et les méthodes de la science sont pour l'essentiel accessibles à toute personne disposant de facultés mentales normales, et que les options devant lesquelles la science nous place relèvent également du bon sens, et peuvent et doivent être prises par tout un chacun, par l'usage rationnel de ses propres facultés mentales.
- b) Information permanente de la population et de la communauté scientifique sur les problèmes envisagés, y compris sur les données scientifiques essentielles pour un choix rationnel des options vitales de l'humanité.
- c) Lutte contre les appareils militaires dans leur ensemble ^(*), et plus particulièrement contre ceux des grandes puissances, en commençant par une lutte contre la mainmise des appareils militaires sur la vie scientifique et universitaire. Plus généralement, lutte contre toutes les causes possibles de conflits armés internationaux (industries d'armements, mouvements racistes ou chauvinistes, gaspillage, exploitation économique etc.).
- d) Contributions, sur le plan théorique et celui des suggestions pratiques, pour dégager des solutions ou principes de solutions pour le problème de la restauration de l'équilibre biologique terrestre, menacé par la société industrielle.

3. PRINCIPES DIRECTEURS DU MOUVEMENT.

Conformément aux buts que se propose le Mouvement, ses moyens d'action seront non violents, et en harmonie avec sa tâche d'éducation définie dans 2 a). En conséquence, toute action entreprise par le Mouvement sera publique, et rendue publique immédiatement. De même toutes les décisions concernant l'orientation et l'activité du Mouvement seront rendues publiques dès qu'elles auront été prises, ainsi que les délibérations ayant abouti à ces décisions.

(*) Voir explications données p.11, en particulier en note de bas de page.

Dans la mesure du possible, les moyens d'action du Mouvement seront des moyens légaux, sauf dans les cas où une action dans les cadres légaux serait incompatible avec les buts que se propose le Mouvement.

Les activités des adhérents du Mouvement, au service du Mouvement, seront faites à titre bénévole, sauf lorsque ces activités se trouvent être incompatibles avec l'exercice à plein temps de la profession de l'intéressé. Dans ce cas, la rémunération des services fournis ne devra pas excéder la diminution de ressources à titre professionnel qu'elles entraînent.

4. MOYENS D'ACTION DU MOUVEMENT.

- a) Journal du Mouvement. Il sera l'organe de liaison du Mouvement et en même temps sera destiné à une large diffusion dans la population. Il touchera à tous les aspects mentionnés dans le n° 2. Il devra être périodique (au moins mensuel) et être en vente chez les marchands de journaux, à des prix accessibles à tous. Ce sera le principal moyen d'action publique du Mouvement. (Voir n° 8 pour détails.)
- b) Organisation de cours publics (plus particulièrement sur la biologie, l'écologie, l'économie politique), destinés à un public de non spécialistes: soit un public d'étudiants d'autres disciplines, soit un public non universitaire (travailleurs, employés etc).
- c) Livres de vulgarisation scientifique de haute qualité, dans l'esprit de 2 a) ci-dessus, avec un fort accent sur les questions concernant notre survie. Le Mouvement s'efforcera de susciter et d'encourager la création de tels livres et leur diffusion (en particulier à l'aide du journal du Mouvement), à des prix aussi modiques que possible.
- d) Action radicale de non-coopération avec les appareils militaires, telle que: boycott d'institutions et d'activités scientifiques subventionnées par des fonds militaires, boycott de publications scientifiques qui acceptent de publier des annonces d'agences de recrutement militaire ou de la publicité pour des firmes impliquées dans la fabrication d'armements, etc(*).
- e) Organisation de rencontres (non limitées à des savants) en vue de dégager des solutions théoriques et des suggestions pratiques pour restaurer l'équilibre biologique terrestre.
- f) Utilisation des "mass media" : radio, télévision, journaux, affiches etc. Voir n° 9.

5. STRUCTURE DU MOUVEMENT.

Ce sera un mouvement international. Pour une action spécifique auprès des diverses populations, il sera nécessaire que dès que possible des sections nationales du Mouvement adaptent leur action aux conditions concrètes de leurs pays respectifs. On devra envisager alors une organisation fédérative des diverses section nationales, les structures initiales du Mouvement se transformant en organes de coordination entre celles-ci.

Chaque année, les décisions concernant l'orientation générale du Mouvement et les questions de principe relatives au Mouvement seront votées par l'ensemble des adhérents, après discussion publique dans le journal du Mouvement (voir n° 8, h)). Les décisions prises lient l'ensemble du Mouvement, en particulier

(*) NDLR. Les lignes directrices ayant été rédigées par des scientifiques, il est naturel que les exemples cités concernent leur propre sphère d'activité. Ils ne sont évidemment pas limitatifs.

les sections nationales. L'organisation de la consultation annuelle est confiée à un Conseil élu chaque année par l'ensemble des adhérents, sans distinction de nationalités. Le Conseil fixera les questions soumises au vote, en tenant compte des avis qui seront exprimés par les adhérents, notamment par l'intermédiaire du journal du Mouvement. Il n'a pas d'autre pouvoir exécutif que celui lié à l'organisation de la consultation annuelle, et celui défini à l'alinéa qui suit.

6. COMPOSITION DU MOUVEMENT ET CONDITIONS D'ADHESION.

Le principal moyen pour atteindre le but du Mouvement défini au n° 1 consistera à associer une portion croissante de la population à un effort lucide de compréhension et de prévention des périls menaçant l'espèce. En conséquence, aucune restriction de nature professionnelle ne sera imposée pour pouvoir adhérer au Mouvement. Pourra adhérer au Mouvement toute personne acquise aux principes généraux du Mouvement et résolue à mettre en application les décisions qui seront prises par l'ensemble des adhérents au Mouvement (voir n° 5). En cas de désaccord avec celles-ci ou pour toute autre raison, un adhérent aura par ailleurs la possibilité à tout moment de quitter le Mouvement, en informant simplement l'organe compétent du Mouvement de sa décision. D'autre part, l'exclusion d'un adhérent au Mouvement ne remplissant pas les conditions énoncées plus haut pourra être prononcée par le Conseil, après audition de l'intéressé.

L'adhésion d'un adhérent aux principes généraux du Mouvement implique son abstention de toute sorte d'activité qu'il reconnaîtrait de nature nuisible ou dangereuse à la survie de l'espèce, et en particulier elle implique la non collaboration totale avec les entreprises et institutions privées ou publiques exerçant ou encourageant une telle activité. Cela implique en particulier la non collaboration totale avec les appareils militaires de quelques pays que ce soit, ou avec des établissements travaillant directement pour des armements ou pour des techniques militaires. Cela implique en particulier le refus du service militaire. Dans le cas d'un adhérent de profession académique ^(*), cela signifie notamment qu'il s'est commis à :

- a) refuser tout contrat avec une administration militaire;
- b) refuser toute invitation académique financée, même partiellement, par des fonds de nature militaire, ou faite par une institution subventionnée par de tels fonds;
- c) refuser sa participation à toute rencontre scientifique (colloque, congrès etc) subventionnée même partiellement par des fonds de nature militaire;
- d) s'abstenir d'administrer des fonds fournis par une administration militaire (même pour des buts soi-disant purement scientifiques);
- e) s'abstenir d'occuper un poste dans une institution qui accepte des subventions de provenance militaire ou qui collabore avec une administration militaire, sauf dans le cas où une action commune sur place paraît possible contre la présence militaire, avec d'autres membres du personnel et (le cas échéant) des étudiants de l'établissement en question.

Remarque. Conformément aux principes énoncés dans le n° 3, tout acte d'adhésion au Mouvement est un acte public et implique un appui public du but et des principes du Mouvement.

(*) Cf. note de la page précédente.

7. SOURCES DE FINANCEMENT DU MOUVEMENT.

- a) Cotisations. Les adhérents du Mouvement payent une cotisation annuelle proportionnelle au montant de leur revenu dans l'année qui précède l'année sur laquelle porte la cotisation. Le montant de la cotisation sera fixé par le bureau exécutif, et pourra varier avec les circonstances (et notamment avec l'importance des effectifs du Mouvement). Il pourrait être de l'ordre d'une journée de salaire ou, pour une personne non salariée, du revenu moyen d'une journée de l'année précédente. Pour un adhérent qui ne disposera pas d'un revenu fixe au premier janvier de l'année considérée, une déclaration écrite de ce fait, envoyée au trésorier du Mouvement, tiendra lieu de cotisation. Les adhérents du Mouvement sont encouragés à verser une cotisation supérieure à la cotisation minimum qui aura été fixée.
- b) Journal du Mouvement. Il est espéré que le prix de vente du journal finira par couvrir les frais de production et de diffusion.
- c) Dons et legs. Le Mouvement acceptera des dons en espèces et des legs, notamment de la part de ses adhérents.
- d) Subventions. Le Mouvement pourra accepter des subventions de la part de toute institution gouvernementale ou privée, à condition que la nature de cette institution ne soit pas incompatible avec les buts et l'esprit du Mouvement et que ces subventions ne limitent pas l'indépendance du Mouvement dans ses options et dans son action.
- e) Divers. Les honoraires d'émissions de radio ou de télévision qui seraient données par des adhérents au Mouvement en tant que membres de ce mouvement, doivent être versés au Mouvement; de même pour les honoraires d'articles dans les journaux ou magazines, écrits par des adhérents au Mouvement. Si le Mouvement décide de faire procéder lui-même à l'impression et à la diffusion de livres du type envisagé dans le n° 3 c), le produit de la vente de tels livres sera acquis au Mouvement.

8. JOURNAL DU MOUVEMENT.

Le journal du Mouvement constitue son organe de liaison en même temps que son principale moyen d'action auprès de la population. En tant qu'organe de liaison entre adhérents du Mouvement, il faut envisager comme langue principale l'anglais, avec éventuellement des contributions en français, allemand et russe. En tant que journal destiné à une large diffusion dans les populations nationales, il faudra dès que possible prévoir des éditions dans les langues des pays représentés dans le Mouvement, et notamment en langue française, allemande, japonaise. Dans la mesure du possible, les éditions nationales du journal contiendront en version intégrale tous les articles et rubriques de l'édition originale anglaise de l'organe de liaison (en traduction dans la langue du pays envisagé), plus éventuellement d'autres articles choisis par la section nationale concernée. De tels articles seront mis à la disposition de la rédaction de l'organe de liaison, sous forme d'une traduction en anglais s'il y a lieu, ou d'un résumé en langue anglaise, pour pouvoir être inclus le cas échéant dans un numéro ultérieur de l'organe de liaison.

La reproduction et la diffusion du journal du Mouvement, sous forme intégrale ou sous forme d'extraits, que ce soit en la langue d'une des éditions nationales originales ou en traduction dans une autre langue, sera expressément autorisée par le Mouvement et vivement recommandée, sauf dans le cas de mention expresse du contraire (tel le cas d'un article sous copyright reproduit par autorisation).

Le journal du Mouvement sera plus particulièrement consacré aux points suivants:

- a) Diffusion de toutes informations sur la quantité, la nature et les effets des armements stockés et utilisés à la surface du globe, les effets à l'échelle planétaire de leur usage massif, les risques d'accidents qu'ils impliquent, etc.
- b) Diffusion de toutes informations concernant les principales sources de pollution et de déséquilibre biologique, et leurs effets à court ou à long terme, plus particulièrement l'effet des explosions atomiques expérimentales, des centrales atomiques, etc.
- c) Diffusion de toutes informations concernant les progrès du Mouvement, les actions dans le même sens entrepris sur n'importe quel point du globe, l'évolution de l'opinion dans les divers pays du globe concernant les options qui mettent en jeu directement ou indirectement la survie de l'espèce.
- d) Articles de fond, pouvant paraître dans plusieurs ou de nombreux numéros successifs, concernant des questions scientifiques d'intérêt général, et notamment les questions qui touchent directement à l'avenir et à la survie de l'espèce. Ces articles seront écrits par des savants travaillant ou ayant travaillé dans le sujet abordé, mais seront traités dans une langue simple et non technique, de façon à pouvoir être compris par un vaste public, y compris par des lecteurs ne disposant pas d'une culture universitaire. (De telles suites d'articles pourront d'ailleurs servir d'état initial pour des livres de vulgarisation du type envisagé dans le n° 4 c.)
- e) Diffusion d'informations sur les expériences de "méthodes actives" dans l'enseignement à tous les niveaux, y compris au niveau universitaire, et articles de fond sur de telles méthodes.
- f) Articles de fond sur les méthodes d'action non violente, et leurs possibilités d'application dans les conflits nationaux ou internationaux. Diffusion de toutes informations concernant l'usage de telles méthodes dans des conflits actuels.
- g) Revue de livres consacrés à des sujets touchant directement ou indirectement les buts du Mouvement.
- h) Discussion publique des questions d'orientation générale du Mouvement et des questions de principe relatives au Mouvement (voir n° 5).
- i) Rubrique de correspondance, dans laquelle pourront être publiées des lettres de lecteurs (scientifiques ou non, adhérent ou non au Mouvement) jugées particulièrement intéressantes, et où pourront s'exprimer les suggestions et critiques des lecteurs.

NB: Les points a), b), f), g) sont couverts assez systématiquement par l'hebdomadaire anglais Peace News (5 Caledonian Road, London n° 1). Il y aurait lieu de travailler en contact étroit avec cette publication, et toutes autres publications poursuivant des buts analogues.

9. UTILISATION DES "MASS MEDIA" .

Cette utilisation sera possible et indiquée surtout à partir du moment où le Mouvement aura gagné une audience suffisante pour avoir accès aux mass media de façon continue, et non sporadique. L'utilisation des mass media devra être soumise de façon systématique et impérieuse aux critères de qualité indispensables pour une action éducative auprès des masses. A la radio ou à la télévision, des émissions à la sauvette de quelques minutes, noyées dans des programmes médiocres et dans des publicités tapageuses ou de mauvais aloi, seraient non seulement inutiles, mais nuisibles aux buts que se propose le Mouvement. Il semble qu'une action éducative ne puisse guère être accomplie par une émission de moins de vingt minutes, et il convient de plus d'attacher la plus grande importance au cadre dans lequel s'insère une telle émission, qui ne doit pas être de nature à la neutraliser. Vu la pente particulièrement forte qui, dans un illusoire souci "d'efficacité", poussera à l'utilisation inconsidérée des mass media chaque fois qu'une opportunité quelle qu'elle soit pourra se présenter pour y avoir accès, le Mouvement se fixera dès ses débuts des normes de qualité extrêmement rigoureuses dans son utilisation future des mass media, et il se fera du respect de ces normes une règle absolue et inviolable.



Une recommandation au lecteur. N'adhérez à notre mouvement SURVIVRE

que si vous êtes convaincu comme nous de la nécessité d'un mouvement comme le nôtre. Sinon attendez d'être convaincu, en lisant SURVIVRE . N'adhérez à notre mouvement SURVIVRE que si vous êtes sûr que vous voulez et que vous pouvez tenir l'engagement que cette adhésion implique, comme il est précisé plus haut (p. 5). Dans tous les cas, sans être adhérent à SURVIVRE , vous pouvez être sympathisant au Mouvement et l'aider dans ses tâches de bien des façons différentes (comparer p.11 & 18-23). Comme certains amis de notre Mouvement le font dès maintenant ...

Quelques façons d'aider le mouvement SURVIVRE :

- a) En propageant autour de vous les idées du Mouvement: dans des conversations privées, des conférences etc.
- b) En faisant connaître le Mouvement comme source d'information et d'inspiration, et comme un outil pour l'action. En convaincant d'adhérer au Mouvement.
- c) En vous inspirant vous même des idées qui seront développées dans SURVIVRE en vue de l'action, par exemple (si vous êtes scientifique) en prenant l'initiative de cours populaires (cf. n° 4 b)) ou (si vous êtes enseignant) en associant les élèves au travail d'enseignement, etc.

- d) En vous associant aux campagnes d'action qui seront initiées par SURVIVRE .
- e) En nous écrivant vos critiques et vos suggestions, en envoyant des articles pour SURVIVRE , en nous signalant des sources d'information etc.
- f) En vous abonnant à SURVIVRE , en faisant s'abonner d'autres: amis, collègues de travail, ...
- g) En envoyant une aide financière. (Par exemple un sympathisant non adhérent pourra nous envoyer le montant d'une cotisation, en l'occurrence la valeur d'un jour de salaire.)



MODALITES PREVUES POUR LA DEFINITION ET LA MISE EN PLACE DES FUTURES STRUCTURES DU MOUVEMENT

Les développements qui suivent sont de nature technique, et peuvent être omis en première lecture. Ils sont été inspirés par un double souci:

- a) Se fixer dès l'abord une ligne d'action à court terme concernant les tâches d'organisation pour les mois qui viennent.
- b) Réserver largement l'avenir, en laissant à l'ensemble des adhérents au mouvement SURVIVRE le soin de définir les futures structures du Mouvement.

Concernant b), les adhérents au Mouvement au jour de la première assemblée plénière (le 24.7.1970) étaient conscients du fait qu'ils n'étaient pas suffisamment représentatifs du Mouvement pour pouvoir prendre des décisions concernant ses futures structures, et qu'il convenait de repousser des travaux à ce sujet à un moment où le Mouvement aurait pris plus d'ampleur.

Les principales étapes envisagées sont les suivantes.

1. Election d'un Conseil Provisoire de 5 membres le 24.7.1970 (*). On lui donne autorité pour s'élargir jusqu'à 15 membres (en tenant compte des suggestions et discussions éventuelles dans le journal du Mouvement). Il détient un pouvoir exécutif, en attendant la mise en place des futures structures. Son rôle principal est l'organisation d'une consultation générale de l'ensemble des adhérents au Mouvement, qui aura lieu au plus tard en février 1971.
2. Le journal du Mouvement, SURVIVRE , paraîtra à partir du mois d'Août 1970. Son rôle principal dans les mois qui viennent sera d'être un organe d'information pour les progrès du Mouvement, notamment pour des suggestions et

(*) Voir plus bas (p. 11) pour le compte rendu de l'assemblée plénière du 24.7.1970.

des discussions concernant les futures structures du Mouvement. Le journal sera envoyé régulièrement à tout adhérent ayant réglé sa cotisation.

3. Consultation de l'ensemble des adhérents au Mouvement, organisée par le Conseil Provisoire. Les points sur lesquels porteront la consultation seront fixés par la suite par le Conseil Provisoire, en tenant compte des avis qui auront été exprimés par les adhérents (ces avis seront dans la mesure du possible inclus dans le journal du Mouvement). Ils comprendront en tous cas les suivants:
 - a) Election d'un Conseil du Mouvement pour l'année 1971, de cinq membres (ce nombre pouvant être modifié par le Conseil Provisoire, en tenant compte des avis exprimés par les adhérents).
 - b) Election d'un Bureau Exécutif pour 1971, dont le nombre des membres sera fixé ultérieurement par le Conseil Provisoire, en tenant compte des avis exprimés par les adhérents.
 - c) Election d'un Comité de Structure, chargé de préparer dès que possible des projets de structure du Mouvement. Les membres du Conseil élu (cf. a)) feront partie de droit du Comité de Structure.
4. Le Comité de Structure se réunira au plus tard au mois de mars 1971 pour dégager des propositions de structure.
5. Les structures proposées seront discutées par le journal du Mouvement et mises en place après amendements éventuels et ratification par l'ensemble des adhérents. L'organisation de la consultation est faite sous la responsabilité du Conseil du Mouvement, qui décide en particulier (en tenant compte des avis exprimés par les adhérents) de la date de celle-ci.
6. Tous les adhérents au Mouvement ont accès au journal du Mouvement pour exprimer des critiques et des suggestions; cette possibilité théorique pourrait être restreinte pour des raisons pratiques évidentes, lorsque le nombre de lettres au journal SURVIVRE deviendra important (κ). Néanmoins les membres du Conseil Provisoire pourront s'exprimer à tout moment par le journal du Mouvement. Il est suggéré que les structures définitives du Mouvement prévoient la même prérogative pour les membres du futur Conseil du Mouvement.
7. Aussi rapidement que possible, le journal du Mouvement doit devenir plus qu'un organe de liaison entre adhérents du Mouvement, mais doit pouvoir s'adresser à un large public, et pour cela paraître en la langue du pays. Cela sera possible seulement à partir du moment où SURVIVRE recevra suffisamment de contributions régulières et disposera de suffisamment de documentation. Le travail le plus urgent pour les adhérents est donc pour le moment :
 - a) Discussion parmi les collègues et parmi la population pour étendre le Mouvement.
 - b) Collection de matériel pour SURVIVRE. Réflexion sur l'action future du journal SURVIVRE.

Le journal SURVIVRE sera ce que l'ensemble de ses adhérents et de ses sympathisants en fera.



(κ) Les éditeurs auront la responsabilité de laisser s'exprimer tous les points de vue essentiellement distincts sur tout sujet en discussion.

Questions au lecteur: 1) Le Conseil Provisoire (^M) de SURVIVRE prévu le 24 Juillet comprend cinq membres, dont quatre mathématiciens et un journaliste. Que pensez-vous de cette composition?

2) Le Conseil Provisoire doit s'élargir à quinze membres, pour devenir plus représentatif de SURVIVRE . Dans quel sens doit-il s'élargir?

Dites nous vos idées !



COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE PLENIERE DU 24.7.1970.

La première assemblée plénière du mouvement SURVIVRE s'est tenue le 24 juillet 1970 de 13h. à environ 17h.30 à l'Université de Montréal, sous la présidence de E. Wagneur. Les participants du "Séminaire de Mathématique Supérieure" et d'autres personnes "désirant s'associer à la création du Mouvement" avaient été invités à prendre part aux discussions. L'ordre du jour commence par la présentation des adhérents du Mouvement à l'auditoire, à savoir G. Edwards, A. Grothendieck, W. Messing et E. Wagneur.

Suit une longue discussion sur les lignes directrices du Mouvement, dont une version préliminaire avait circulé sous le titre "Lignes directrices pour le Mouvement International". En particulier, l'auditoire est informé des changements qui avaient été faits dans le texte initial, plus particulièrement dans le n° 6, qui avait été entièrement réécrit pour tenir compte du fait que l'adhésion au Mouvement n'était pas limitée aux scientifiques.

De nombreux éclaircissements et explications de divers points particuliers du texte sont donnés, notamment au sujet de la nature apolitique du Mouvement: il ne prend pas position sur la structure souhaitable (socialiste, communiste, capitaliste...) de la société, et est ouvert à des adhérents sans distinction de leurs convictions politiques. On observe qu'il serait en contradiction avec les buts du Mouvement d'avoir des adhérents accomplissant un service militaire, même dans les cas où celui-ci est obligatoire dans le pays envisagé. Cela n'empêche évidemment pas une telle personne de sympathiser avec le Mouvement, d'essayer de convaincre d'autres à se joindre au Mouvement ou d'aider le Mouvement de beaucoup de façons différentes.

On explique que le Mouvement en soi ne soutient ni ne condamne des guerres de libération spécifiques. Chaque adhérent doit suivre sa propre conscience pour décider si sa position personnelle sur ce sujet est compatible avec son adhésion au mouvement SURVIVRE (^{MM}).

(^M) Le Conseil Provisoire est l'autorité exécutive provisoire de SURVIVRE , en attendant la mise en place de structure définitives, que les adhérents de SURVIVRE détermineront d'ici l'été 1971.

(^{MM}) NDLR. Il est clair d'ailleurs que l'action du Mouvement se placera par la force des choses dans les pays surdéveloppés, et que son action contre les appareils militaires n'aura d'effet pratique que contre les appareils militaires de ceux-ci. Leur élimination graduelle rendra d'ailleurs inutile les armées de libération des pays opprimés.

On discute ensuite l'évolution de structures futures du Mouvement (cf. ci-dessus, p. 9). Cela implique une discussion du journal SURVIVRE : son but, sa portée et sa distribution. Des listes sont passées parmi les auditeurs à l'usage de ceux qui désirent recevoir des exemplaires du journal, et de ceux qui désirent joindre le Mouvement. Vingt-deux personnes signent pour recevoir le journal, et parmi celles-ci six se joignent au Mouvement immédiatement, à savoir: P. Bouchard, L. Casselman, G. Gauthier, D. Labelle, R. Quellet, G. Roy.

Après une courte interruption, les adhérents du Mouvement se rencontrent dans un bureau pour discuter du n° 1 du journal SURVIVRE , à paraître le plus tôt possible, ainsi que de nombreuses questions techniques concernant le Conseil Provisoire, le Secrétariat, le Trésorier, les cotisations annuelles, la réception des adhésions etc.

On commence par l'élection d'un Conseil Provisoire de cinq membres: G. Daechsel, A. Grothendieck, P. Koosis, W. Messing et E. Wagneur. L'élection de Daechsel et Koosis se fait sous condition de leur adhésion au Mouvement, qui semble très probable, puisque l'un et l'autre ont joué un rôle important pour donner au Mouvement son élan et sa direction initiale. Ce Conseil Provisoire reçoit autorité pour s'élargir à quinze membres, dans le but surtout de le rendre aussi représentatif que possible et non seulement un Conseil de mathématiciens.

On propose ensuite un Comité de rédaction formé de G. Daechsel, G. Edwards et A. Grothendieck, qui est adopté à l'unanimité par les adhérents. Suit une discussion détaillée du format du n° 1 du journal. Il est décidé que 1000 exemplaires en anglais seraient tirés à Montréal, et 1000 exemplaires en français et autant en anglais à Paris. Ces derniers exemplaires en anglais sont destinés à être distribués au Congrès International de Mathématiciens à Nice en septembre 1970.

A. Grothendieck signale l'importance de nommer un trésorier pour le Mouvement. Il est décidé que cette nomination serait laissée à sa discrétion. Par ailleurs, il est décidé que la cotisation annuelle serait d'un jour de salaire, jusqu'au moment où le Comité de Structure aurait eu le temps d'examiner la question des cotisations de façon plus approfondie.

Pour les éditions ultérieures du journal SURVIVRE , il est décidé qu'il y aurait pour le moment deux éditions: une en anglais, imprimée à Montréal, une autre en français, imprimée à Paris. On fait observer que les articles soumis au journal devraient être en double exemplaire pour faciliter la liaison entre l'édition anglaise et l'édition française; l'éditeur recevant l'article peut alors envoyer la copie à son homologue.

Après des discussions de détails au sujet de diverses personnes à contacter, la façon d'élargir le Conseil Provisoire, les renseignements pour les frais d'impression et d'envoi, et d'autres choses de ce genre, la réunion est levée.

(G. Edwards) (trad. Grothendieck)

Addendum A l'issue de l'assemblée plénière, un don de 50 dollars a été remis à l'un de nous, représentant une cotisation symbolique de la part d'un sympathisant du Mouvement. C'est la première contribution financière reçue par le mouvement SURVIVRE .

(A. Grothendieck)



Sommes-nous antimilitaristes?

Cela dépend évidemment du sens qu'on donne à ces mots. Nous considérons que l'institution militaire elle-même est aujourd'hui une menace pour la survie de l'espèce, et que la lutte contre cette institution devient une nécessité vitale pour l'humanité. Nous sommes résolus à mener cette lutte par les moyens précisés dans les "Lignes directrices", qui nous semblent les plus aptes pour parvenir à ce but: l'élimination des appareils militaires de la vie des nations. D'autre part, notre action ne s'attaque pas à la personne des militaires, qu'ils soient des soldats du contingent ou des officiers de carrière. Nous ne pensons pas que la "valeur morale" d'un officier de carrière soit nécessairement inférieure à celle d'un médecin, d'un savant ou d'un ouvrier, mais simplement qu'il met (sans s'en rendre compte) ses qualités personnelles au service d'une institution dangereuse pour la survie de nous tous. L'action d'un savant renommé mettant sa compétence au service d'un appareil militaire, ou celle d'un politicien mal avisé ou malhonnête, est souvent plus nuisible et peut-être plus condamnable que celle d'un général d'active. D'ailleurs, en travaillant pour la survie de l'espèce, nous avons conscience de travailler pour tous les hommes sans aucune exception, qu'ils soient militaires, politiciens, savants, industriels, commerçants ou ouvriers, paysans, employés. Nous sommes tous lancés sur le même bateau: la terre, dont nous commençons seulement à comprendre la fragilité; - et nous sommes tous inéluctablement liés par un même destin, - un destin façonné au jour le jour par l'action quotidienne de chacun de nous.

Sommes-nous anticapitalistes ?

SURVIVRE ne se veut pas une tribune pour la lutte des classes, et notre mouvement est ouvert aux hommes de bonne volonté, quelle que soit leur classe sociale et quelles que soient leurs convictions politiques. Nous ne prenons pas une position commune sur les structures souhaitables de la société. Certains d'entre nous pensent que certains aspects de la société industrielle capitaliste, basée sur le profit, qu'on observe sous une forme particulièrement forte aux USA, constituent une menace pour notre survie, et nous aurons à les analyser et à les battre en brèche.



Devinette: Pourquoi vaut-il souvent mieux poser des questions que faire un discours?

Nous vous dirons ce que nous en pensons prochainement: nous voyons trois bonnes raisons. C'est pourquoi nous aurons encore souvent l'occasion de poser des questions dans SURVIVRE, et que nous nous efforcerons d'éviter les discours!



Le jeu des définitions. Voici un exemple de ce jeu: nous demandons aux lecteurs de nous dire ce qu'ils entendent par "la Science". C'est un jeu amusant, car il apparaîtra sans doute que même parmi les scientifiques (mettons dix scientifiques pris au hasard), il n'y aura pas deux réponses identiques sur le fond. Ce jeu nous permet de nous faire une idée des images tellement différentes que se font les uns et les autres d'une seule et même notion. De plus, en essayant de formuler une définition, on se voit contraint de préciser l'idée souvent floue qu'on se fait de cette notion, et cela peut amener à une vision avec des yeux neufs. Nous espérons recevoir des contributions de lecteurs sur la définition de "la Science", que nous publierons dans les numéros suivants de SURVIVRE. (En nous écrivant, n'oubliez pas de nous préciser votre profession!)



SUR LE DIVORCE ENTRE SCIENCE ET VIE, SCIENTIFIQUES ET POPULATION.

par A. Grothendieck (d'après P. Koosis et al.)

Les réflexions suivantes ont été suscitées par une discussion avec P. Koosis et d'autres collègues pendant le Séminaire de Mathématique Supérieure à l'Université de Montréal (juillet 1970). Je me borne ici à résumer les principaux points soulevés.

- a) Les savants poursuivent trop souvent leurs travaux sans souci des applications qui peuvent en être faites, qu'elles soient utiles ou nuisibles, et de l'influence qu'ils peuvent avoir sur la vie quotidienne et l'avenir des hommes. En fait, les deux principales motivations pour les travaux scientifiques sont, par ordre d'importance:
1. La compétition sociale, i.e. le désir d'acquérir ou de défendre une certaine notoriété scientifique, qui est un moyen de prestige social et d'avantages matériels;
 2. l'attraction pour la recherche en elle-même, la fascination des problèmes techniques ou théoriques qui se posent.
- Invokant plus volontiers ce second motif (qui le plus souvent se conjugue avec le premier), beaucoup de savants se targuent même de ce manque d'intérêt pour les implications de leurs travaux pour les hommes en général, qu'ils désignent sous l'euphémisme de "recherche désintéressée". Cela est particulièrement fréquent parmi les mathématiciens, et l'auteur n'y a pas fait exception.
- b) A cette indifférence pour les implications pratiques de leurs travaux, la plupart des savants joignent une égale indifférence pour la manière dont les connaissances scientifiques sont diffusées dans les écoles ou par les moyens d'information de masse, même pour celles qui touchent de façon vitale à la vie de chacun de nous, voire à notre survie.

- c) En fait, dans les écoles primaires et secondaires, et souvent jusque dans les universités, la science est enseignée dans un esprit largement dogmatique et autoritaire, ne faisant pas appel à la réflexion et au jugement personnels de la personne enseignée. Comme conséquence, le véritable esprit d'examen scientifique est souvent inexistant même parmi les scientifiques (techniciens, professeurs d'université ...), la science étant conçue comme un ensemble limité de tours de prestidigitation qu'on a soi-même assimilés à grand peine, et dont on s'efforce de tirer sa subsistance et d'éblouir les autres, à commencer par ses élèves.
- d) A fortiori, dans le large public l'ignorance de ce qu'est la science est à peu près totale, en même temps que celle des faits scientifiques les plus essentiels pour nous. Il conçoit la science comme une sorte de magie noire, dont les voies et les résultats sont insondables pour le commun des mortels. En invoquant le nom sacro-saint de la science, les agences de publicité ou de propagande arrivent à faire avaler des inepties frisant l'idiotie ^(*). Le public ne réalisé pas que la science, et plus particulièrement les options devant lesquelles elle nous place, relèvent du simple bon sens comme toute autre chose, et que ce bon sens est en principe également réparti: un balayeur des rues peut en avoir autant et plus que le plus grand savant du monde.

Ainsi, la démission des savants devant leurs responsabilités dans la communauté humaine a comme pendant (ou plutôt comme conséquence) une évation néfaste de la population devant les options que lui pose la science, une abdication généralisée du bon sens dès qu'est invoqué le nom magique de la science. Ce n'est pas là un phénomène nouveau, mais il est particulièrement néfaste à un moment où l'humanité se trouve placée devant des décisions dont sa survie dépend.

- e) En même temps que s'accroît le divorce entre population et communauté scientifique, le prestige de ses prêtres et grands-prêtres (techniciens et savants) se détériore par un juste retour des choses. La méfiance de la population vis à vis des scientifiques (les "egg-head") est particulièrement grande aux USA, mais on en voit également des signes évidents en Europe, où elle est particulièrement avancée parmi les étudiants.
- f) Il faut en conséquence surmonter l'isolement dans lequel se maintient la communauté scientifique vis à vis de la population, tant pour sensibiliser les scientifiques aux implications de leurs travaux et à leur responsabilité en tant que savants, que pour ouvrir la population à une conception saine et non inhibée de ce qu'est la science, des données qu'elle nous fournit qui sont d'une importance particulière pour nous, et des options devant lesquelles elle nous place, notamment celles qui touchent à l'équilibre biologique terrestre et la survie de l'espèce. Les moyens suivants ont été évoqués pour parvenir à ce but:

1. Changer l'esprit de son enseignement, en évitant dans la mesure du possible l'approche formaliste ou puriste vers la science, et en prenant toute occasion pour faire sentir les implications pratiques des théories abordées. (Cela semble moins aisé quand il

(*) Un exemple particulièrement frappant a été la vague de constructions d'abris anti-atomiques aux USA aux temps de la guerre froide, par lesquels les gens assez naïfs et assez riches achetaient un illusoire sentiment de sécurité.

s'agit de mathématiques, mais même là beaucoup peut être fait.)

2. Abandonner les méthodes d'enseignement dogmatique et autoritaire, en encourageant l'autoéducation et le travail collectif des étudiants, ainsi que l'esprit critique vis à vis des matières même qu'on leur enseigne. On pourra s'inspirer des expériences de groupe très positives qui ont été faites dans ce sens, par exemple par des mathématiciens au Centre Expérimental Universitaire de Vincennes et à l'Université de Montpellier (x).
3. Dégager un programme d'éducation et organiser dans l'immédiat des cours destinés à un large public, dans un esprit de démystification de la science, plus spécialement sur des sujets qui touchent à notre survie. Pour ce dernier point, dégager chaque fois que possible les changements de mode de vie et d'attitude sur le plan collectif qui paraissent nécessaires pour imposer par le public les modifications dans les pratiques industrielles, commerciales, politico-militaires incompatibles avec la survie de l'espèce. En même temps, encourager (de préférence par l'exemple) toutes les initiatives individuelles en ce sens. (Cela apparaît comme une première étape "psychologique" indispensable vers le but d'associer le public aux processus de décision concernant les "révisions déchirantes" nécessaires, plus particulièrement dans la société des pays surdéveloppés.)
4. Ecrire des livres sur la science, dans un style exceptionnellement clair, sur les sujets qui concernent de près notre survie, avec des analyses détaillées des options de l'humanité devant les menaces à sa survie. De tels livres sont nécessaires aussi bien dans les écoles, de l'école primaire à l'Université, que pour un large public. Le plus urgent en ce sens serait sans aucun doute un livre d'écologie qui soit à la fois d'un abord facile, d'une tenue scientifique irréprochable, et très explicite sur les problèmes contemporains tels que la pollution, le gaspillage, la dévastation des ressources naturelles etc. Un autre livre dont un besoin urgent se fait sentir concerne l'économie politique, dont tout le monde parle à grand renfort de formules "magiques" qui sont censées expliquer tout et que presque personne ne comprend vraiment. Un tel livre pourrait jouer un rôle important de démystification et d'éducation, en même temps qu'il donnerait les bases d'une compréhension des mécanismes économiques qui sont à la base des conflits internationaux.

Les propositions esquissées ci-dessus peuvent être mises en application immédiatement par tout scientifique ou tout groupe de scientifiques ayant la compétence voulue et animé de bonne volonté. De plus, elles me semblent d'autant plus importantes qu'elles s'appliquent également à nos collègues des pays communistes.

(x) On pourra s'adresser à ce sujet à C. Chevalley (pour Vincennes) ou à Mme M. Hakim (pour Montpellier). Nous reviendrons sur ces méthodes dans des numéros ultérieurs de SURVIVRE .

LE SAVANT ET L'APPAREIL MILITAIRE

par G. Edwards (d'après A. Grothendieck) (✱)

1. L'état actuel des choses.

La grande guerre de 1939/45 a été une saignée sans précédent dans l'histoire de l'humanité : on estime à environ cinquante millions le nombre de victimes rien qu'en Europe. Depuis lors, la puissance de nos moyens de destruction : atomiques, chimiques, bactériologiques, sans compter l'arsenal classique - , c'est multipliée par un facteur de l'ordre de milliers, voire de millions. Cela implique qu'une faible fraction des stocks de ces armes existant maintenant suffirait (au dire des experts (✱)) à anéantir la population humaine du globe, et avec elle toute vie organique quelle qu'elle soit. Ainsi la prolifération de la puissance militaire et des dépôts d'armements dans le monde entier représente un danger grandissant non seulement pour notre espèce, mais pour la vie tout court. A cette situation, entièrement nouvelle dans l'histoire de la vie sur la terre, on ne peut faire face que par l'action immédiate et radicale.

Cependant la grande majorité des scientifiques n'hésite pas à collaborer avec les appareils militaires, directement ou indirectement, se mettant ainsi dans une situation psychologique qui leur rend impossible de prendre conscience des dimensions du péril, et les enferme dans une passivité qui équivaut à une abdication pure et simple devant leur responsabilité vis-à-vis de la communauté humaine. Cet exposé se veut donc avant tout un plaidoyer pour un changement d'attitude et de comportement fondamental des savants dans leurs relations avec les appareils militaires (✱), à savoir : pour la non collaboration totale du savant avec l'appareil militaire.

Cet exposé s'adresse avant tout aux savants ou aux futurs savants, et plus particulièrement aux plus jeunes parmi eux, qui ne sont pas encore (ou moins que leurs aînés) prisonniers d'habitudes de pensée et d'action (cela revient au même) consacrés par l'usage. Par contre, les jeunes ont sur leurs aînés le désavantage (si on peut dire) de ne pas avoir connu la guerre et ses séquelles. Celui qui a vu devant lui, ne serait-ce qu'une fois, un homme être abattu comme un chien, ou un garde chiourme frapper à mort un prisonnier désarmé, il en restera marqué pour la vie - il a compris ce qu'est la guerre. Pour lui dire NON à jamais, il n'aura pas besoin de longs discours, ni de visions d'apocalypse. Mais pour celui qui n'a rien vu de tel, invoquer un million de morts au Vietnam ou au Biafra, cela suscite un étonnement poli, ou une indignation gênée et à fleur de peau. Même la dernière grande guerre, - c'est une histoire de manuel pour la plupart des moins de trente ans. Tout cela, c'est si loin, dans le temps ou dans l'espace ! C'est de la littérature ...

A fortiori, si vous évoquez la probabilité de la disparition de l'humanité dans les prochaines décades (trois milliards d'hommes, trois milliards d'années d'évolution biologique ...) : c'est trop énorme pour être vraiment concevable, c'est une abstraction. Absolument nul comme contenu émotif. Donc impossible à prendre au sérieux. On lutte pour des augmentations de salaires, pour la liberté

-
- (✱) Ceci est une version refondue et considérablement abrégée d'un exposé de A. Grothendieck du même titre, qui avait été reproduit et distribué parmi les membres du Séminaire de Mathématique Supérieure par les soins de l'Université de Montréal en Juillet 1970 (cf. note au bas de la page 2). Il correspond à des exposés donnés par A. Grothendieck à la Faculté des Sciences d'Orsay (sous le patronage commun de cette dernière et de l'IHES) et à l'Université de Montréal. L'exposé complet ne sera pas distribué par l'IHES, car son directeur L. Motchane estime que le thème n'appartient à aucune des "sections" (Mathématique et Physique) qui existent à l'IHES.
- (✱✱) NDLR. De plus, il est maintenant clair aux auteurs, comme à tous les adhérents de SURVIVRE, que cette question est inséparable d'un changement d'attitude tout aussi fondamental du scientifique vis-à-vis de la population.
- (✱✱) NDLR. Il nous faudra bien entendu examiner et documenter de plus près cette affirmation dans des numéros ultérieurs de SURVIVRE.

de parole et la liberté de presse, la sécurité de l'emploi, contre la sélection à l'université, contre la bourgeoisie, l'alcoolisme, la peine de mort, le cancer, le racisme, - à la rigueur contre la guerre au Vietnam ou contre la guerre tout court. Mais l'annihilation de la vie sur la terre ? Cela dépasse l'entendement de chacun de nous, c'est un "irréalisable". On a presque honte d'en parler, se sentant suspect de chercher des effets faciles par recours à un thème qui, pourtant, est le plus anti-effets qu'on puisse trouver.

On n'a pas manqué de me reprocher de ne pas avoir essayé d'analyser les "vraies causes" des maux contre lesquels je propose d'agir. causes qui seraient résumées dans des notions (j'allais dire : des formules incantatoires) telles que "société de classe", "profit" etc. J'ai observé cependant que ce reproche était surtout un des arguments parmi cent autres invoqués pour ne pas agir, pour continuer le vieux train-train comme avant. Faut-il donc disputer indéfiniment sur les "vraies causes", - ce qui est une façon parmi cent autres de remettre ses responsabilités présentes pour le jour hypothétique où la société aura changée ? Si une maison brûle, on commence par éteindre le feu en jetant de l'eau dessus ; l'analyse des "vraies causes" c'est pour après. Et si on veut lutter contre un appareil qu'on a reconnu condamnable et mortellement dangereux, on commence par renoncer à se faire payer par ce même appareil, et à avertir du danger ceux qui ne l'ont pas vu encore. Le reste est du boniment.

L'indifférence de la quasi-totalité des hommes informés devant cette menace paraît à première vue assez extraordinaire. La "rationalisation" de cette indifférence est coulée dans un moule étrangement uniforme. Elle s'exprime le plus souvent par des simples professions de foi : "je n'y crois pas, moi, à ces visions de destruction de l'espèce humaine", "les choses ne sont jamais aussi tragiques qu'on le dit, tout finit toujours par s'arranger", ou " au Moyen-Age déjà, on annonçait périodiquement la fin du monde, et, voyez (avec un air triomphant) nous sommes toujours là !". Tout cela rend un son étrangement familier. Que de fois n'a-t-on entendu ces mêmes paroles avant la catastrophe de 1939, présagés par tant de signes que si peu de personnes ont su lire avec lucidité : "Tout finit par s'arranger .. ". Cela a fini par s'arranger d'une façon ou d'une autre, bien sûr - pour les survivants. Aujourd'hui, y aurait-il même des survivants ? Chez les juifs restés en Allemagne, aussi bien avant la guerre, au plus fort de la propagande antisémite, que plus tard, dans les convois amenant les juifs sur les lieux de la "solution finale", et jusque devant les portes des chambres à gaz, que de fois n'a-t-on entendu ce même refrain "So schlimm kann es ja nicht sein ..." (ça ne peut pas être si grave que ça), - ce qui n'a pas empêché les choses d'être ce qu'elles ont été, et de dépasser l'imagination même des rescapés qui ont passé par là.

C'est ce même pouvoir d'illusion qui fait espérer, chaque fois qu'est introduite une arme plus meurtrière ou plus effrayante que les précédentes, que cela marquera le fin de cet enchaînement, voire la fin des guerres, car "personne n'osera s'en servir". C'était déjà ce qu'on disait pendant le première guerre mondiale pour l'usage des gaz, qui n'a été abandonné que pour faire place à des armes chimiques beaucoup plus efficaces, utilisées quotidiennement aujourd'hui même au Vietnam. Quant aux armes atomiques, on n'a appris leur existence que par l'explosion de Hiroshima, qu'aucun impératif tactique ne justifiait par surcroît, - une expérience "pour voir" qui a anéanti une ville de deux cent mille habitants, en tuant sur le coup plus de cinquante mille, et réduisant la plupart des autres à l'état "d'intouchables" de la société humaine. Et pourtant les intellectuels aujourd'hui, y inclus les scientifiques, utilisent ce même genre

d'argument pour justifier leur manque d'intérêt pour la menace que constituent les armements militaires : personne n'osera se servir le premier de ses armes, par peur des représailles ...

Le savant, principal ouvrier des progrès technologiques, doit assumer une part majeure de responsabilité dans les abus souvent révoltants qui sont faits de ces progrès, et des périls sans précédent que ces progrès représentent pour l'espèce humaine. Mieux informé et souvent plus ouvert sur le monde que la majorité de la population humaine, il a moins que quiconque d'excuse à fermer les yeux sur l'imminence et les dimensions de ces périls qu'il a créés. Jouissant d'un indéniable prestige auprès de la population (reflet du prestige s'attachant aux progrès technologiques), jouissant également d'une sécurité matérielle enviable, les savants ont moins que quiconque l'excuse de l'impuissance et de l'insécurité personnelle pour se dérober à une action énergique pour prévenir ces périls, ne serait-ce qu'en informant la communauté scientifique et l'ensemble de la population, et en donnant l'exemple de la non-collaboration avec les appareils militaires.

Il est clair malheureusement que la quasi-totalité des scientifiques, quels que soient leurs pays respectifs, ne veulent pas voir la gravité des périls qui menacent l'espèce, , ni reconnaître leur responsabilité envers l'humanité. Bien plus : par leur passivité et leur complaisance vis-à-vis des divers appareils militaires, ils s'en font souvent les complices inconscients. Les armes atomiques, chimiques, bactériologiques sont non seulement construits à l'aide des progrès scientifiques dûs aux savants, mais par des savants, parmi lesquels il est même des savants éminents. (Il est assez cocasse que, par suite précisément de leur rôle dans la conception des armements qui peut-être nous détruiront tous, ces savants précisément sont les mieux connus et les plus prestigieux auprès du grand public. Qui ne connaît le nom de Oppenheimer ou de von Braun ? Et qui, dans le large public, connaît celui de Fermi ou de Hilbert ?). Il est vrai que ces savants forment une minorité seulement, surtout en temps de paix, et qu'ils sont plus ou moins désavoués, ou plutôt désapprouvés, par une grande partie de la communauté scientifique. Désapprouvés assez mollement il est vrai. Loin de le mettre au ban de la communauté scientifique, le fait pour un savant de collaborer activement avec l'appareil militaire ne l'empêche nullement de remplir des fonctions importantes dans n'importe quelle société scientifique, ni d'avoir des relations cordiales et même amicales avec le plupart de ceux de ses collègues qui, pour leur propre compte, ont des objections contre une collaboration active avec l'armée. L'impression qui se dégage de ces promiscuités, c'est que la majorité des savants regarde la question morale de la collaboration avec l'armée comme une simple question de goûts ou de couleurs, - comme celle d'être ou ne pas être végétarien. Il est jugé de mauvais ton d'attacher une importance excessive à ces distinctions subtiles.

Une minorité seulement parmi les savants travaille directement pour les militaires, mais la quasi-totalité ne se fait aucun scrupule de collaborer "passivement" en acceptant des contrats avec l'armée ou en organisant des colloques ou des séminaires financés partiellement ou totalement par des fonds militaires. De cette façon, les savants ont été des collaborateurs intéressés dans la mainmise progressive des appareils militaires sur la recherche scientifique dite "pure", à laquelle on assiste un peu partout en occident, et qui est particulièrement avancée aux USA. Pratiquement tous les savants occidentaux ont accepté ou acceptent, si l'occasion se présente, des contrats ou subventions militaires - soit à titre

personnel, soit pour l'organisation d'activités scientifiques spécifiques, soit à titre de salarié d'institutions scientifiques subventionnées régulièrement par des fonds militaires. Cette collaboration massive de la communauté scientifique avec l'appareil militaire (souvent au moment même où celui-ci planifie et exécute les guerres les plus sauvages) est la grande honte de la communauté scientifique d'aujourd'hui. C'est aussi le signe le plus évident de la démission des savants devant leurs responsabilités dans la société humaine.

Quelles sont les causes pour cette extraordinaire passivité, en même temps que du manque de lucidité intellectuelle et morale de la plupart des savants ? Nous allons en indiquer quelques-unes.

(a) Le refus étonnant de la réalité, qui dans des moments de péril individuel ou collectif s'oppose souvent à la perception du péril et prévient les réactions de défense adéquates, procède d'un mécanisme bien connu des psychologues. C'est sans doute celui-là même qui s'oppose chez chacun de nous à s'imaginer sa propre disparition, à se convaincre sur un plan autre qu'intellectuel et spéculatif de sa propre mortalité. Chez le malade incurable condamné à une mort prochaine, ou constate le même phénomène, décrit parfois avec lucidité par le patient lui-même. Il prévaut surtout lorsque le péril naît par évolution progressive d'une situation familière, consacrée par l'usage ou par l'habitude, qui ne s'associe dans l'esprit à aucune image menaçante. Il en a été ainsi de la montée de l'antisémitisme en Allemagne, assez brutale pourtant dès l'accession de Hitler au pouvoir en 1933, qui a débouché dix ans plus tard sur l'extermination de six millions de juifs. Ce refus s'exprime par un optimisme béat envers et contre tout, et par la passivité vis-à-vis de l'évènement. Il ne peut être confondu avec l'espoir, dont il est comme le négatif. Il a été souvent fatal, aux individus isolés comme aux communautés. L'expérience montre que ce mécanisme est essentiellement le même pour tous les hommes, quel que soit leur niveau intellectuel. Aujourd'hui que nous sommes confrontés au péril de l'extinction de toute vie sur la terre, ce même mécanisme irrationnel s'oppose à la réalisation de ce péril et aux réactions de défense nécessaires chez la plupart de nous, y compris chez les "élites" intellectuelles et scientifiques de tous les pays. On peut seulement espérer qu'il puisse être surmonté chez certains par un effort soutenu, et la prise de conscience de tels mécanismes inhibiteurs.

(b) Le savant fait manifestement partie d'une des classes les plus privilégiées dans la société, tant du point de vue de la sécurité matérielle et du prestige social, que par la qualité de ses conditions de travail. Il mène une existence confortable et est généralement satisfait de son sort, ce qui ne prédispose guère à l'inquiétude sur les grands problèmes sociaux ou ceux concernant l'avenir de l'espèce. Il est caractéristique que les collègues des pays satellites de l'URSS, dont la situation dans la société est aussi précaire que celle de leur pays vis-à-vis de leur puissant protecteur, semblent par contre bien plus enclins à admettre les dimensions des dangers que court l'espèce. Cependant, trop écrasés par leurs problèmes quotidiens, ces collègues n'ont pas le ressort pour prendre un intérêt actif à ces problèmes ; d'ailleurs un tel intérêt, s'il s'exprimait dans les actes, les exposerait à des risques certains. Ainsi, sur le plan de l'action, nos sociétés d'abondance et les sociétés d'insécurité chronique ont un seul et même effet sur le savant : la passivité.

Ajoutons que le savant est généralement passionné par son travail, qui lui est souvent une tour d'ivoire l'isolant des problèmes du monde. Il lui faut sans doute un grand effort sur lui-même pour s'arracher à ses intérêts professionnels ; c'est ainsi qu'il m'a fallu surmonter de fortes résistances intérieures avant de me décider à discuter systématiquement, en public et en privé, des questions de cet exposé.

Les points précédents concernent les obstacles qui s'opposent chez le savant à la prise de conscience du problème, et de ses responsabilités. Alors même qu'il commencerait à en prendre conscience, d'autres obstacles l'empêchent de le traduire en action :

(c) L'activité purement intellectuelle ou spéculative ne prédispose pas à l'action, car dans l'esprit de l'intellectuel, la seule pensée est considérée comme une action qui se suffit à elle-même. Correcte dans une large mesure dans le domaine de la recherche scientifique, cette vision est manifestement aberrante lorsqu'il s'agit de la pensée qui concerne nos rapports et nos responsabilités envers les autres. Elle méconnaît en particulier les multiples interrelations entre pensée et action. J'ai entendu plusieurs savants m'affirmer en toute bonne foi qu'ils considéraient que l'acceptation d'argent militaire n'impliquait de leur part ni une caution morale donnée à l'appareil militaire, ni une limitation dans leur indépendance intellectuelle et morale vis-à-vis de celui-ci. Il y a là un divorce entre la pensée et l'action typique de l'attitude de "l'intellectuel", et il ne peut finalement que corrompre et la pensée et l'action. Répété mille, dix mille, cent mille fois, d'un bout de la communauté scientifique à l'autre, il signifie la démission pure et simple de cette communauté, au profit de l'opportunisme le plus banal. Pensée et action se fortifient mutuellement, ou se corrompent mutuellement.

Un savant peut se faire un confortable "supplément" de 2000 dollars pendant ses vacances universitaires, en acceptant un "summer contract" avec l'armée américaine, sans autre contrepartie que la mention par lui du support financier de l'armée, à la fin de la note qu'il écrira pendant ce temps. Cette somme représente pour lui une seconde voiture (pour sa femme, ou pour son fils qui va au "college"). Elle représente aussi environ 15 fois le revenu annuel total de l'un des milliers de civils vietnamiens qui ont été exterminés pendant ce temps par les soins de cette même armée du pays le plus riche du monde. Mais bien entendu, comme ces collègues nous l'assurent, il n'y a absolument pas la moindre relation entre ces deux faits.

(d) Une autre cause d'inaction est le sentiment d'impuissance devant les forces qui gouvernent le monde, - un sentiment qui n'est pas spécial aux savants ou aux intellectuels. A cela s'ajoute la tendance universelle (en orient comme occident) de considérer comme ridicule ou vain tout effort pour conformer l'action à des principaux moraux, le seul principe reconnu valable étant celui de l'efficacité. Dans le cas présent, ce culte de l'efficacité comme critère unique d'action, utilisé comme une justification pour l'inaction et dominant l'esprit de centaines de milliers de scientifiques dans le monde, aboutit à un comportement collectif d'une inefficacité absolue (sauf sur le plan des avantages immédiats, tant personnels que de caste), - en même temps que moralement injustifiable.

Je me rends bien compte que le type d'action que je préconise contre l'institution militaire est extrêmement limité. Ce n'est qu'un préliminaire pour une action plus radicale. Mais ce premier pas est essentiel, car avant que

les scientifiques ne se désolidarisent clairement de l'institution militaire, ils ne peuvent prendre une position morale conséquente ou simplement sensée sur ces questions. Cette action se place délibérément sur le plan individuel et demande un engagement moral inéquivoque de l'individu. Tant qu'elle n'engage que le scientifique isolé, sa portée pratique reste évidemment très limitée. Pour être efficace, l'action doit être concertée et organisée, fut-ce d'abord à une petite échelle. Une action organisée, énergique et persévérante est nécessaire pour que puisse s'étendre peu à peu une claire conscience de ces choses parmi les collègues, les étudiants et le grand public. Comme exemple récent d'un tel processus, on peut citer le mouvement aux USA contre la guerre du Vietnam et la guerre en général, dont l'appoint principal vient du milieu étudiant. Après des débuts difficiles, ce mouvement a fini par gagner une force qui a frappé tous les observateurs, y compris l'administration Nixon. La position relativement en retrait du corps professoral par rapport aux étudiants nous suggère en même temps que pour une action claire et sans équivoque, il faut compter plutôt sur le concours des scientifiques les plus jeunes et des étudiants, car ils sont plus susceptibles de s'ouvrir à des options nouvelles que leurs aînés.

2. Justifications standards et leur réfutation.

J'ai parlé avec de nombreux savants sur la question de la collaboration avec l'appareil militaire. Les réactions enregistrées, à quelques exceptions (importantes) près, ont été assez uniformes. Nous allons passer en revue les arguments généralement avancés pour justifier cette collaboration, par ordre de fréquence décroissante ; on constatera que les arguments les moins sérieux sont précisément les plus fréquents. Il est intéressant de noter que l'ordre semble généralement inverse chez nos collègues des pays de l'Est - ils invoquent généralement les points 3 et 4, qui touchent à des difficultés véritables.

1. (Machiavel ou les nobles fins.) " En acceptant de l'argent de l'administration militaire pour des fins "purement scientifiques", on distrait pour des fins utiles des fonds qui seraient employés à des fins nuisibles."

Cet argument, le plus fréquent et le moins sérieux de tous, ne résiste à aucun examen, de quelque côté qu'on le prenne.

(a) La recherche scientifique est un outil indispensable dans la compétition entre les pays avancés, surtout pour des raisons technologiques, mais aussi pour des raisons de prestige. Ce n'est que très exceptionnellement qu'on voit des régimes assez stupides pour chasser ou anéantir ses propres élites scientifiques (comme ce fût le cas sous les purges staliniennes, et plus récemment au Brésil et en Grèce). La plupart des états sont soucieux de conserver leur précieux capital en matière grise, et de le maintenir en état de fonctionnement ; dans ces états, la recherche scientifique sera de toutes façons financé par l'état, que ce soit ou non par l'intermédiaire de l'administration militaire. En acceptant des fonds de provenance militaire, les savants contribuent à augmenter l'importance de l'appareil militaire dans la vie de la nation : dans la mesure où c'est l'armée qui finance la recherche, la partie du revenu national consacrée à l'armée sera augmentée d'autant. Ainsi, même si les savants acceptent massivement de l'argent de l'appareil militaire, ceci ne diminuera pas, même d'une unité, le nombre des armes dont dispose celui-ci, ni le nombre de victimes massacrées par cette même armée lorsque celle-ci est engagée dans une guerre, comme c'est actuellement le cas aux USA. Prétendre le contraire serait de l'hypocrisie pure et simple.

(b) Mise à côté de l'enjeu véritable, la considération de ces "sommées distraites à des fins utiles" (qui représentent une fraction infinitésimale du budget militaire) est entièrement dérisoire. Partout sur le globe, les appareils militaires exécutent ou maintiennent des iniquités sans nombre, et leur prolifération fait courir à l'espèce un danger sans précédent. La lutte contre cette prolifération est devenue aujourd'hui une question de vie ou de mort pour l'humanité. Nul ne serait mieux en mesure et n'aurait plus d'autorité que les scientifiques pour le reconnaître et le proclamer. Au lieu de cela, pour un profit immédiat et dérisoire, ils donnent (qu'ils le veulent ou non) leur caution morale à l'appareil militaire. L'appui de la recherche pure contribue à donner à l'institution militaire un air de respectabilité et même un halo d'innocence. Comment espérer que "l'homme de la rue" ou le politicien prenne conscience des aventures ignobles, ou de l'aventure peut-être mortelle pour tous, dont ces appareils sont les instruments, s'il voit les savants les plus estimés de son pays ou du monde, s'il voit la communauté scientifique toute entière collaborer avec eux ?

(c) Que la recherche scientifique soit nécessairement "utile" (et qu'il soit donc souhaitable qu'elle soit favorisée des miettes que lui dispense l'armée) est extrêmement discutable, et doit être sérieusement reconsidéré. Certes, la recherche est une activité agréable, parfois exaltante, pour celui qui s'y livre. Cela ne suffit pas à établir son utilité ou à conclure que son apport positif excède le négatif. Trop souvent elle a servi à l'aviissement de l'homme, depuis le début de la révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui, où elle risque de devenir l'outil pour sa destruction finale. En fait, au cours de ces trente années écoulées, les hommes dont l'activité a été la plus dangereuse et la plus néfaste pour l'humanité n'ont été, ni les chefs d'état, ni les chefs militaires, mais bien les savants, car sans eux les militaires seraient restés relativement inoffensifs. Dans cette perspective globale, je suis convaincu qu'aucune découverte scientifique, même la plus "utile" en apparence, ne saurait compenser ou justifier la collaboration d'un savant avec l'appareil militaire.

2. (La transitivité.) " Peu importe qu'on soit payé par des fonds civils ou militaires. Ils sortent finalement de la même caisse, celle de l'état, qui est responsable de la politique militaire et de la conduite des guerres. La distinction entre financement civil et financement militaire est une subtilité, et le refus du deuxième au profit du premier est une sorte de pharisaïsme."

Ce genre d'argument, extrêmement répandu dans la nature, essaie d'établir qu'on doit accepter telle ou telle chose, car elle est après tout "toute pareille" à telle autre qu'on a déjà acceptée. On peut l'appeler "l'argument de transitivité": la relation "c'est pareil" étant transitive, tout est finalement égal à tout, et à la limite, il n'y a effectivement plus rien à quoi on se refuse.

a) Vu l'état actuel de développement moral et mental de l'humanité, nous n'entendons pas mettre en question ici la nécessité d'un appareil étatique, financé par l'ensemble des citoyens. Cet appareil répartit le revenu national entre divers chapitres, parmi lesquels l'armée. D'accepter de l'argent venant de celle-ci augmente la part revenant à l'armée, tout en lui conférant un prestige supplémentaire. Il est vrai que dans la mesure où les citoyens élisent ou tolèrent leur gouvernement et qu'ils s'associent aux actions de celui-ci (par exemple, en temps de guerre, par leur participation à celle-ci), ils sont

également coresponsables de l'existence, du rôle et de l'emploi de "leur armée". Ceci n'empêche que ceux parmi eux qui considèrent que l'armée est aujourd'hui un corps exclusivement nuisible, voire néfaste, dans le corps social, ont la possibilité et le devoir de lutter contre ce mal par tous les moyens à leur disposition. Ce n'est pas une raison si un mal sournois est en train de s'étendre et d'envahir les parties saines d'un organisme, pour se refuser à le combattre, ou accuser de pharisaïsme ceux qui le combattent. Ceux qui ont vu le mal, il faut que pour leur propre compte ils déclarent hors la loi l'usage des armes dans les règlements des problèmes nationaux et internationaux ; qu'ils déclarent moralement hors la loi les appareils militaires de tous les pays du monde, à commencer par le leur : en refusant toute collaboration avec eux, en incitant les hommes autour d'eux à faire de même, pour qu'un jour, avant qu'il ne soit trop tard, les appareils militaires soient mis hors la loi dans les faits et qu'ils soient anéantis, comme des vestiges d'une ère de barbarie enfin révolue.

(b) La plupart des arguments contre le type d'action que je propose ne sont au fond que des excuses pour ne pas agir et pour suivre la pente de la facilité ; l'argument de transitivité n'y fait pas exception. Qui de nous ne l'a vu utiliser, et combien de fois, pour justifier toutes les compromissions et toutes les lâchetés ! Ne nous en servons pas pour cet usage-là. N'admettons jamais l'argument de transitivité que comme un stimulant pour une action plus radicale, a une attitude plus nette, jamais l'inverse. Si vous êtes persuadé que les fonds civils de l'état prêtent aux mêmes objections que les fonds militaires, alors tirez la conséquence et n'acceptez ni l'un ni l'autre. Et si vous n'êtes pas prêt à assumer les conséquences pratiques d'une telle décision, reconnaissez le en toute simplicité et contentez vous alors d'une action partielle, en vous distançant du mal le plus évident dans le corps social. Ne rationalisez pas vos limitations personnelles pour essayer de décourager et de discréditer chez vous et chez les autres une action sans doute incomplète, mais combien nécessaire ! Il faut bien commencer quelque part, et nous ne devons pas écouter les arguments qui veulent nous convaincre qu'il ne faut pas commencer du tout.

3. (L'impuissance ou la futilité.) " Quoi qu'on fasse, cela ne fait aucune différence sur les idées du grand public ou sur la marche des événements. De toutes façons, le prestige des scientifiques est en train de décliner. Alors autant prendre les occasions qui se présentent pour profiter du mieux qu'on peut de la conjoncture présente."

Nous allons répondre à cet argument en nous plaçant sur le plan sur lequel lui-même se place : celui de l'efficacité. Il est vrai que l'inertie de l'état de choses existant est très grande. Il est très rare qu'une personne déterminée ait la possibilité d'influer de façon appréciable sur le monde où nous vivons. Cela n'empêche qu'on a assisté au cours des cinquante dernières années à des transformations considérables qui avaient leur origine dans l'action de minorités énergiques, arrivant à emporter finalement l'adhésion de masses assez nombreuses pour imposer ces transformations. Mentionnons : les transformations des conditions du prolétariat par le mouvement syndicaliste ; le mouvement Satyâgraha de Gandhi, aboutissant à l'indépendance de l'Inde ; le raz de marée national-socialiste en Allemagne, aboutissant au cataclysme qu'on sait ; la révolution d'Octobre 1917 ...

(a) Dans le cas qui nous occupe, un des premiers pas doit être une prise de conscience et une action correspondante dans une forte minorité de la communauté scientifique. Des moyens de communications étendus, des contacts répétés avec des collègues d'autres pays, plus de loisirs, donnant plus de facilité pour apprendre

(b) Mise à côté de l'enjeu véritable, la considération de ces "sommes distraites à des fins utiles" (qui représentent une fraction infinitésimale du budget militaire) est entièrement dérisoire. Partout sur le globe, les appareils militaires exécutent ou maintiennent des iniquités sans nombre, et leur prolifération fait courir à l'espèce un danger sans précédent. La lutte contre cette prolifération est devenue aujourd'hui une question de vie ou de mort pour l'humanité. Nul ne serait mieux en mesure et n'aurait plus d'autorité que les scientifiques pour le reconnaître et le proclamer. Au lieu de cela, pour un profit immédiat et dérisoire, ils donnent (qu'ils le veuillent ou non) leur caution morale à l'appareil militaire. L'appui de la recherche pure contribue à donner à l'institution militaire un air de respectabilité et même un halo d'innocence. Comment espérer que "l'homme de la rue" ou le politicien prenne conscience des aventures ignobles, ou de l'aventure peut-être mortelle pour tous, dont ces appareils sont les instruments, s'il voit les savants les plus estimés de son pays ou du monde, s'il voit la communauté scientifique toute entière collaborer avec eux ?

(c) Que la recherche scientifique soit nécessairement "utile" (et qu'il soit donc souhaitable qu'elle soit favorisée des miettes que lui dispense l'armée) est extrêmement discutable, et doit être sérieusement reconsidéré. Certes, la recherche est une activité agréable, parfois exaltante, pour celui qui s'y livre. Cela ne suffit pas à établir son utilité ou à conclure que son apport positif excède le négatif. Trop souvent elle a servi à l'avilissement de l'homme, depuis le début de la révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui, où elle risque de devenir l'outil pour sa destruction finale. En fait, au cours de ces trente années écoulées, les hommes dont l'activité a été la plus dangereuse et la plus néfaste pour l'humanité n'ont été, ni les chefs d'état, ni les chefs militaires, mais bien les savants, car sans eux les militaires seraient restés relativement inoffensifs. Dans cette perspective globale, je suis convaincu qu'aucune découverte scientifique, même la plus "utile" en apparence, ne saurait compenser ou justifier la collaboration d'un savant avec l'appareil militaire.

2. (La transitivité.) " Peu importe qu'on soit payé par des fonds civils ou militaires. Ils sortent finalement de la même caisse, celle de l'état, qui est responsable de la politique militaire et de la conduite des guerres. La distinction entre financement civil et financement militaire est une subtilité, et le refus du deuxième au profit du premier est une sorte de pharisaïsme."

Ce genre d'argument, extrêmement répandu dans la nature, essaie d'établir qu'on doit accepter telle ou telle chose, car elle est après tout "toute pareille" à telle autre qu'on a déjà acceptée. On peut l'appeler "l'argument de transitivité" : la relation "c'est pareil" étant transitive, tout est finalement égal à tout, et à la limite, il n'y a effectivement plus rien à quoi on se refuse.

a) Vu l'état actuel de développement moral et mental de l'humanité, nous n'entendons pas mettre en question ici la nécessité d'un appareil étatique, financé par l'ensemble des citoyens. Cet appareil répartit le revenu national entre divers chapitres, parmi lesquels l'armée. D'accepter de l'argent venant de celle-ci augmente la part revenant à l'armée, tout en lui conférant un prestige supplémentaire. Il est vrai que dans la mesure où les citoyens élisent ou tolèrent leur gouvernement et qu'ils s'associent aux actions de celui-ci (par exemple, en temps de guerre, par leur participation à celle-ci), ils sont

également coresponsables de l'existence, du rôle et de l'emploi de "leur armée". Ceci n'empêche que ceux parmi eux qui considèrent que l'armée est aujourd'hui un corps exclusivement nuisible, voire néfaste, dans le corps social, ont la possibilité et le devoir de lutter contre ce mal par tous les moyens à leur disposition. Ce n'est pas une raison si un mal sournois est en train de s'étendre et d'envahir les parties saines d'un organisme, pour se refuser à le combattre, ou accuser de pharisaïsme ceux qui le combattent. Ceux qui ont vu le mal, il faut que pour leur propre compte ils déclarent hors la loi l'usage des armes dans les règlements des problèmes nationaux et internationaux ; qu'ils déclarent moralement hors la loi les appareils militaires de tous les pays du monde, à commencer par le leur : en refusant toute collaboration avec eux, en incitant les hommes autour d'eux à faire de même, pour qu'un jour, avant qu'il ne soit trop tard, les appareils militaires soient mis hors la loi dans les faits et qu'ils soient anéantis, comme des vestiges d'une ère de barbarie enfin révolue.

(b) La plupart des arguments contre le type d'action que je propose ne sont au fond que des excuses pour ne pas agir et pour suivre la pente de la facilité ; l'argument de transitivité n'y fait pas exception. Qui de nous ne l'a vu utiliser, et combien de fois, pour justifier toutes les compromissions et toutes les lâchetés ! Ne nous en servons pas pour cet usage-là. N'admettons jamais l'argument de transitivité que comme un stimulant pour une action plus radicale, a une attitude plus nette, jamais l'inverse. Si vous êtes persuadé que les fonds civils de l'état prêtent aux mêmes objections que les fonds militaires, alors tirez la conséquence et n'acceptez ni l'un ni l'autre. Et si vous n'êtes pas prêt à assumer les conséquences pratiques d'une telle décision, reconnaissez le en toute simplicité et contentez vous alors d'une action partielle, en vous distançant du mal le plus évident dans le corps social. Ne rationalisez pas vos limitations personnelles pour essayer de décourager et de discréditer chez vous et chez les autres une action sans doute incomplète, mais combien nécessaire ! Il faut bien commencer quelque part, et nous ne devons pas écouter les arguments qui veulent nous convaincre qu'il ne faut pas commencer du tout.

3. (L'impuissance ou la futilité.) " Quoi qu'on fasse, cela ne fait aucune différence sur les idées du grand public ou sur la marche des événements. De toutes façons, le prestige des scientifiques est en train de décliner. Alors autant prendre les occasions qui se présentent pour profiter du mieux qu'on peut de la conjoncture présente."

Nous allons répondre à cet argument en nous plaçant sur le plan sur lequel lui-même se place : celui de l'efficacité. Il est vrai que l'inertie de l'état de choses existant est très grande. Il est très rare qu'une personne déterminée ait la possibilité d'influer de façon appréciable sur le monde où nous vivons. Cela n'empêche qu'on a assisté au cours des cinquante dernières années à des transformations considérables qui avaient leur origine dans l'action de minorités énergiques, arrivant à emporter finalement l'adhésion de masses assez nombreuses pour imposer ces transformations. Mentionnons : les transformations des conditions du prolétariat par le mouvement syndicaliste ; le mouvement Satyagraha de Gandhi, aboutissant à l'indépendance de l'Inde ; le raz de marée national-socialiste en Allemagne, aboutissant au cataclysme qu'on sait ; la révolution d'Octobre 1917 ...

(a) Dans le cas qui nous occupe, un des premiers pas doit être une prise de conscience et une action correspondante dans une forte minorité de la communauté scientifique. Des moyens de communications étendus, des contacts répétés avec des collègues d'autres pays, plus de loisirs, donnant plus de facilité pour apprendre

et pour réfléchir, - ce sont autant de facteurs qui ont tendance à libérer les scientifiques d'un certain nombre de préjugés nationaux, religieux ou raciaux ayant cours dans leurs pays respectifs, et qui donnent à la communauté scientifique internationale un caractère d'homogénéité relative qui facilite la coopération. En même temps que cette minorité tentera de se joindre sur un programme commun, et de se familiariser avec les tâches concrètes posées par la lutte pour la survie de l'espèce, il faudra associer un public aussi large que possible à cet effort, et éviter ainsi que le mouvement ne se condamne à opérer en vase clos (x). Le but à atteindre n'est pas la "pureté morale" d'une partie de la communauté scientifique, ni même de cette communauté toute entière, mais une prise de conscience de l'ensemble de la population humaine des problèmes de sa survie, et notamment de la nécessité de mettre hors la loi ces appareils militaires. Il faut que ce but reste toujours présent à l'esprit des scientifiques décidés d'agir, faute de quoi ils se condamneraient à un rôle de "gardiens du temple", moralement irréprochable mais sans portée pratique pour le but à atteindre. Cette collaboration entre scientifiques et non scientifiques ne doit nullement être regardée comme une relation à sens unique d'enseignant-enseigné ou d'éducateur-éduqué. Ce sera en fait un puissant moyen d'auto-éducation collective et une mise en commun des qualités spécifiques aux communautés les plus diverses. Il apportera en particulier un correctif indispensable à la tendance que nous avons signalée chez les scientifiques, de considérer la pensée comme un substitut adéquat pour l'action.

(b) On objecte fréquemment que l'influence de la communauté scientifique sur l'opinion publique est pratiquement nulle, et que par ailleurs le prestige du savant dans le grand public est en train de baisser. On peut répondre à cela que les deux phénomènes sont solidaires et sont précisément la conséquence de la démission collective des savants devant leurs responsabilités, dont nous avons parlé. Si aujourd'hui le grand public n'écoute pas la communauté scientifique, c'est simplement parce que celle-ci ne dit rien, du moins rien qui le concerne. Et si la communauté scientifique ne dit rien, c'est qu'elle n'a en effet rien à dire qui vaille, occupés que sont ses éminents représentants à aménager leur place au soleil, ou à faire progresser d'un cran encore cette science qui pourrait bien servir à les détruire, eux et leurs enfants, en même temps que toute notre race.

Le public a conscience plus ou moins clairement que la communauté scientifique est une classe technocratique comme une autre, seulement d'une qualification professionnelle et d'une spécialisation plus poussées, et qu'elle est comme les autres classes technocratiques un instrument docile aux mains des puissances qui mènent le monde. Lorsque les scientifiques, qui jusqu'à présent ont formé une masse politiquement amorphe, commenceront à prendre conscience de leurs responsabilités à l'échelle planétaire, qu'ils s'élèveront à une vision lucide et indépendante des réalités du monde, à une action claire et inéquivoque traduisant cette vision, ils sauront surmonter le discrédit mérité qui est en train de s'attacher à eux, et retrouver le poids moral qui aujourd'hui leur manque pour faire entendre leur voix.

(c) Il ne faut pas se cacher cependant que les progrès d'une idée sont lents, et l'évolution de la situation dans le monde est rapide. Aussi ce me semblerait témoigner d'un optimisme excessif que d'espérer que la mutation nécessaire dans le comportement humain aura le temps de se faire par la seule persuasion, se propageant par cercles concentriques à partir d'un épicycle qui serait une communauté de savants frais réveillés de leur longue léthargie. Il me semble très probable qu'avant d'en arriver là, l'humanité passera par des catastrophes

(x) Ceci et toute la fin de cet alinéa est nouveau par rapport au texte primitif cité dans la note (x) de p. 17, et a été inspiré par des discussions ultérieures.

qui en décimeront une part importante. L'espoir de survie de l'espèce, c'est tout d'abord que ces catastrophes soient suffisamment limitées pour ne pas être irréversibles et conduire en l'espace de quelques générations à la destruction de la biosphère. Cela ne suffira pas, car pour que l'humanité apprenne alors sa leçon, il faudra qu'elle y ait été préparée psychologiquement. C'est pourquoi il est nécessaire dès maintenant de consacrer le maximum d'efforts à cette préparation, sans le laisser décourager par la perspective que de tels efforts n'épargneront sans doute pas à l'humanité des épreuves pires que tout ce qu'elle a pu traverser jusqu'à présent. Il n'est peut-être pas entièrement exclu, à condition que ce travail de préparation psychologique soit poursuivi énergiquement à une échelle suffisante, que quelques accidents spectaculaires causés par le stockage ou le transport des armements, en faisant quelques centaines de milliers de victimes sur le territoire de l'une ou l'autre des grandes puissances elles-mêmes, causant dans la population un choc suffisamment fort pour enclancher le processus de désarmement nécessaire.

4. (L'équilibre de la terreur.) " A supposer qu'un mouvement assez fort se dessine dans les pays occidentaux pour aboutir à un désarmement de certains de ces pays, y inclus les USA, l'URSS en profiterait pour détruire les USA, ou du moins pour mettre tout l'occident sous sa loi, en y installant des dictatoriaux et en faisant des colonies soviétiques, au même titre que les pays de l'Europe de l'Est. Il faut donc maintenir la potentiel militaire pour maintenir l'équilibre des forces."

Cet argument est l'opposé de l'argument précédent (bien que les deux arguments soient fréquemment avancés par la même personne !). Il est évidemment exclu que l'action d'un mouvement comme celui que nous envisageons incitera les USA à un désarmement unilatéral et total immédiat. Il est par contre vrai qu'un savant dans un pays communiste ne pourrait pas y faire de la propagande pour le désarmement de son propre pays sans prendre des risques personnels très sérieux. Il peut cependant, sans pour autant se mettre en conflit avec les autorités, se livrer à une campagne fortement documentée sur les dangers que représenterait pour l'espèce une nouvelle guerre à grand échelle, et sur la nécessité, en termes généraux, d'éliminer les moyens militaires pour la résolution des conflits internationaux. Mais il serait évidemment déraisonnable de s'attendre qu'un mouvement quelconque en ce sens se développe parmi nos collègues des pays communistes, beaucoup plus soumis aux pressions politiques que nous ne le sommes dans la plupart des pays occidentaux, avant qu'un mouvement vaste et dynamique ne se développe parmi les scientifiques et dans la population des pays capitalistes.

(a) " Nous voulons bien désarmer, à condition que les autres commencent à faire de même ", - cet argument a été employé constamment depuis qu'il a été question de limitations d'armements, dès avant la fin de la première guerre mondiale. Pourtant, pour que le désarmement puisse se faire, il faut bien qu'un pays commence, ne serait-ce qu'un désarmement limité et conditionnel, - ne serait-ce qu'un arrêt dans la fabrication d'armes nouvelles (il y en a déjà plus qu'il n'en faut pour détruire tout ce qui vit sur terre), en attendant l'annonce de mesures analogues chez la puissance concurrente. Une telle mesure limitée ne saurait représenter un risque sérieux, même si elle était maintenue sans réciprocité pendant plusieurs années ; et vu la charge écrasante représentée pour la puissance adverse par des dépenses militaires, cette mesure aurait toutes les chances d'être suivie après un temps limité par une mesure analogue en réponse. Cela pourrait alors être le signal d'une nouvelle mesure

de désescalade des armements de la part du pays ayant pris l'initiative première. Malheureusement, jamais une grande puissance n'a encore voulu prendre une initiative aussi décisive. Il est clair d'ailleurs que, pris dans l'engrenage des traditions et soumis à des pressions extrêmement fortes de la part de l'armée et de certains secteurs de l'industrie, sans compter une opinion publique encore systématiquement maintenue dans l'erreur, aucun gouvernement ne se résoudra à une telle mesure même limitée sans y être poussé par une fraction importante et active de l'opinion. Ce qu'il faut craindre en réalité, c'est que l'action entreprise ne soit pas assez radicale ni assez puissante pour déclencher un tel mécanisme ; il serait naïf de craindre qu'elle puisse être si forte qu'elle puisse entraîner un désarmement unilatéral plus ou moins total des USA, entraînant une mainmise de l'URSS sur le reste du monde !

Ajoutons que l'opinion soviétique ne pourra pas ne pas être influencée par une évolution marquée de l'opinion mondiale et plus particulièrement de l'opinion aux USA, pas plus que (malgré les anathèmes officiels) l'URSS n'a pu se soustraire à l'influence de la musique de jazz et divers autres modes importés d'Amérique. Et un important mouvement d'opinion parmi les savants occidentaux touchera très rapidement les savants soviétiques, et par leur intermédiaire de vastes couches de l'intelligentsia et de la bureaucratie, et contribuera à cette prise de conscience qui est la chose la plus urgente à l'heure actuelle.

(b) Un désarmement unilatéral et total serait sans doute possible dès aujourd'hui dans un pays dont le potentiel militaire est de second ordre, car du point de vue de l'équilibre des forces dans le monde et même pour la sécurité extérieure de ce pays, il n'y a guère de différence s'il tient ou non une armée. Sans doute bien des pays se dispenseraient dans l'immédiat d'une armée coûteuse, si une telle politique était tolérée par leurs "protecteurs", qui trouvent dans ces pays des débouchés pour leurs propres industries d'armements, en même temps que des instruments dociles sur l'échiquier du monde, d'autant plus efficaces qu'ils sont mieux armés. Pour d'autres pays, tels la plupart des pays de l'Europe occidentale, le maintien d'une armée et d'un armement plus ou moins moderne semble en grande partie une question de prestige, en même temps que d'habitude. Ici les éléments psychologiques semblent primer nettement les motivations basées sur l'intérêt à court terme de la communauté nationale ou de ses classes dirigeantes (maintien de colonies ou de relations de vassalité, ou défense contre les empiètements d'un pays voisin). Le désarmement d'un tel pays pourrait être le premier pas d'un processus qui finirait par gagner de proche en proche un nombre croissant de pays à un désarmement plus ou moins total, en démontrant la possibilité d'une telle politique et ses avantages immédiats. Un tel début serait une force puissante pour faire évoluer l'opinion du grand public et des politiciens dans le monde entier, y compris dans les superpuissances.

(c) L'expérience a montré que "l'équilibre de la terreur" n'est nullement un garant pour maintenir la paix. La crainte du potentiel militaire adverse et de la possibilité que l'adversaire pourrait faire usage le premier de ses armes est un incitatif plus puissant pour utiliser ses propres armes "à titre préventif", que si l'adversaire paraît moins armé et moins agressif que soi. Il est bien connu que la crainte est mauvaise conseillère, et peut inspirer les réactions les plus sauvages, chez l'individu tout comme chez les groupes.

(d) Il existe des alternatives à l'utilisation des armements, qui peuvent être utilisées à l'échelle nationale pour se garantir contre l'asservissement par une puissance étrangère. Ce sont les méthodes de non coopération non violente, telles qu'elles ont été notamment mises au point par Gandhi sous le nom de Satyagraha. Elles ont abouti à l'émancipation de l'Inde du joug colonial anglais, en causant des pertes en vie humaines (de l'ordre de quelques milliers d'Indiens, tombés dans des fusillades de foules par les troupes anglaises) infiniment moindres que n'en a causé aucune guerre de libération nationale, tout en conférant à l'Inde un prestige moral que n'ont pas suffi à effacer les quelques vingt cinq années passées depuis l'indépendance. Un exemple plus récent, où tout un peuple a eu recours spontanément à une technique analogue de non coopération non violente

est celui du comportement des tchèques lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, jusqu'au moment de la capitulation des dirigeants du pays sous de fortes pressions physiques et morales. Je suis de ceux qui pensent que cet événement aurait amorcé des changements profonds dans le monde, si les tchèques avaient eu à leur tête un homme d'une stature comparable à celle d'un Gandhi ou d'un Ho Chi Minh.

De telles méthodes sont efficaces lorsqu'il s'agit de lutter contre l'opposition, par une armée étrangère ou contre des forces d'oppression internes, d'une forme de société ou des injustices qui sont rejetés par une majorité de la population. Elles seraient par contre impraticables pour s'opposer à une volonté délibérée d'extermination, comme celle qui s'est exercée contre les juifs dans l'Allemagne hitlérienne après 1942. Cependant des conflits de cette nature ne semblent pas à envisager dans un avenir prévisible. L'URSS ni les USA, leurs peuples pas plus que leurs classes dirigeantes, n'ont le moindre intérêt à une extermination (par exemple par voie atomique) de leur concurrent, même s'ils avaient la possibilité de la mettre en oeuvre sans peur des représailles.

La méthode de non-coopération non violente demande une technique et une préparation psychologique soigneusement mis au point, qui exigent un apprentissage qui pourrait être un substitut au service militaire. Elle est infiniment moins coûteuse et infiniment moins dangereuse que le maintien d'une armée et l'accumulation d'armements rapidement démodés. Chose plus importante encore, au stade de la mise en action, ces méthodes élèvent et fortifient la mentalité de ceux qui les appliquent, au lieu de la dégrader comme cela est le cas dans toute guerre, y compris pour la plus juste des causes. Elles demandent de la part de ceux qui les pratiquent un courage égal et une maîtrise de soi supérieure que chez un combattant armé, mais en revanche le nombre final des victimes dans un conflit où l'un des protagonistes utilise ces méthodes (même s'il n'est pas négligeable) est infiniment plus réduit que dans un conflit armé classique, sans même parler d'un conflit mené avec les moyens actuels. Cependant le poids des habitudes acquises et des préjugés est tel qu'on ne peut guère espérer qu'une telle attitude puisse s'imposer en l'espace de quelques décades, sans qu'un choc psychologique ou des bouleversements considérables (comme ceux envisagés plus haut) n'aient d'abord profondément modifié l'esprit de la population.

(e) Considérons même cette éventualité extrêmement improbable : destruction totale de la population de l'une des deux superpuissances par l'autre, qui resterait indemne. En vue de l'enjeu ultime - la survie de l'espèce, cette alternative atroce paraît cependant infiniment préférable à une guerre atomique à outrance, qui déclencherait très probablement un processus irréversible aboutissant à l'extinction de la vie sur la terre. Il en est de même de cette autre alternative, un peu moins improbable et surtout moins atroce : la conquête de l'occident par l'URSS, imposant dans la plus grande partie du monde des dictatures à sa dévotion. Car aucune dictature ne résiste à l'usure du temps. Alors même que la vie majeure partie des hommes se passerait dans la misère, l'angoisse et la soumission rageuse ou abrutie, - tant que leur message chromosomique reste intact des atteintes des armes atomiques, bactériologiques et chimiques, il reste la certitude que leurs descendants un jour, dans une génération ou peut-être dans dix, sauront retrouver toutes les joies et tous les élans que l'homme a rencontrés dans son long pèlerinage à travers des millénaires innombrables.

Peut-on commencer un alinéa en anglais par "yet" (= mais) ? Un collègue anglais épris de pureté du style littéraire, qui a eu la gentillesse de corriger les barbarismes et les américanisms dans un article destiné à (l'édition anglaise de) SURVIVRE, a soutenu que ça ne se faisait pas. Il pense qu'un lecteur exigeant qui trouverait ce genre d'incorrection au début du deuxième alinéa d'un article de fond dans le n° 1 de SURVIVRE risquait fort d'arrêter là sa lecture ou de jeter le journal dans la corbeille à papiers. Un lecteur potentiel de perdu ! (commentaire du collègue). Une chance de moins pour notre survie ! (commentaire de la rédaction). Pour éviter ce risque, faut-il renoncer à tout jamais dans SURVIVRE à utiliser un "mais" au début d'un alinéa (tout au moins en anglais)? La rédaction serait intéressée d'avoir des avis de lecteurs (également de ceux ne parlant pas anglais !). Elle donnera également le sien. Cela nous sera entre autres une occasion de préciser quel est le genre de public que nous espérons toucher avec notre journal SURVIVRE.



GERARD (DAECHSEL) PREFERE MILITER EN DEHORS DE NOTRE MOUVEMENT.

Comme il a été dit dans le compte rendu de l'assemblée plénière à Montréal du mois dernier (cf. p.11), à laquelle Gérard n'assistait pas, il a "joué un rôle important pour donner au Mouvement son élan et sa direction initiale". J'avais fait un court rapport sur sa personne et sur son activité, et il avait été élu à l'unanimité dans le Conseil Provisoire du Mouvement ainsi que dans le Comité de Rédaction de SURVIVRE, sous réserve de son adhésion au Mouvement, que nous considérons très probable. J'ai eu depuis une longue discussion avec Gérard, au cours de laquelle il a expliqué pourquoi il n'avait pas l'intention de se joindre au Mouvement, tout en étant parfaitement d'accord avec nos buts et avec nos moyens. Une longue collaboration avec toutes sortes de Mouvements pacifistes l'a conduit finalement à une attitude assez désabusée vis-à-vis des "mouvements" organisés en général. Il ne va pas jusqu'à leur nier toute utilité ou à leur refuser entièrement sa collaboration. Il constate cependant que même dans les mouvements qui ont commencé avec le plus d'enthousiasme, ou dans ceux qui sont le plus solidement implantés du point de vue organisation ou base matérielle, à partir d'un certain moment "la machine" ou "l'appareil" a tendance irrévérablement à prendre le pas sur le contact vivant entre les adhérents, et notamment entre les militants de base et les responsables principaux, ou entre ceux-ci et l'ensemble de la population. A la limite, le mouvement risque de devenir une fin en soi et de se scléroser. En ce qui concerne SURVIVRE, Gérard n'est pas convaincu de la nécessité de créer un autre Mouvement pacifiste, alors qu'il pense qu'il y en a déjà trop en nombre. Il diffère donc de nous (comme il le souligne lui-même) non sur une question de principe, mais sur une question "tactique". Il pense qu'il aurait été plus indiqué que nous commençons à nous joindre, en tant que groupe de mathématiciens par exemple, à un des mouvements existants, que nous exprimions nos positions et suggestions dans les journaux existants, pacifistes ou quotidiens, et que nous apprenions les rudiments de l'action organisée en militant dans des "appareils" qui existent déjà, au lieu d'en créer un autre de toutes pièces. Je l'ai invité à expliquer son opinion dans une lettre aux adhérents de SURVIVRE, qui aurait pu être publiée dans notre journal, mais il a décliné, désirant limiter strictement son activité journalistique à des comptes-rendus d'actions concrètes, à l'exclusion de toutes considérations théoriques.

En ce qui me concerne, je partage d'instinct, pour l'essentiel, les sentiments de Gérard concernant les revers de l'action organisée dans des "mouvements", sentiments qui sont fondés chez moi non sur une expérience de militant, mais sur de nombreuses observations personnelles ou par personnes interposées. Sans en tirer ici exactement la même conclusion que lui, je suis convaincu qu'il faut nous maintenir dès le début dans un état d'autocritique constante, notamment pour éviter les écueils qu'on vient de signaler. Dans ce sens, je proposerais dès maintenant les principes suivants, qui pourraient éventuellement être rajoutés sous une forme convenable aux "lignes directrices" de SURVIVRE :

a) Faire tous les efforts pour maintenir un contact personnel vivant entre les adhérents de SURVIVRE, y inclus les principaux responsables de notre Mouvement, et entre les adhérents et l'ensemble de la population. L'installation progressive de salles de lecture et de discussion semblerait un moyen particulièrement efficace pour parvenir à ce but. A ce propos Gérard me fait remarquer que même à Paris, de telles salles n'existent pas, toute la place disponible chez les diverses organisations pacifistes étant consacrée à des bureaux : "c'est la machine qui gagne toujours!". En attendant que SURVIVRE dispose d'une salle de lecture dans une ville comme Paris disons, des permanences provisoires peuvent être annoncées par notre journal, qui fonctionneraient ne serait-ce qu'un après-midi par semaine, au besoin au domicile d'un ou plusieurs des responsables locaux de SURVIVRE. Cette permanence serait un lieu de rencontre et de discussions pour tous les adhérents et sympathisants de notre Mouvement dans la ville considérés, et plus généralement pour tous ceux qui désirent s'informer sur notre action ou s'y associer d'une façon quelconque. J'ai l'espoir que de telles rencontres, sporadiques d'abord, deviendront peu à peu toujours plus nombreuses, et nous obligeront à trouver des solutions plus satisfaisantes à la question des contacts personnels.

b) Ne jamais faire du mouvement SURVIVRE ou de son journal une fin en soi, mais bien un outil pour aider, de concert avec tous les autres mouvements et toutes les personnes poursuivant des buts analogues, à la réalisation du but que nous nous sommes fixés, qui est la survie de l'espèce humaine, - et non la survie de SURVIVRE. Nous espérons et nous pensons que notre Mouvement pourra être un des outils utiles vers ce but, mais il nous faudra être prêt à tout moment à réexaminer sans esprit préconçu si le poids inhérent à toute espèce de machine organisationnelle n'est pas en train de neutraliser l'apport spécifique de notre Mouvement. Il faudra pour cela que nous soyons extrêmement attentifs aux critiques nous venant de l'intérieur de notre Mouvement aussi bien que du dehors (par exemple de sympathisants tels que Gérard), et que nous soyons constamment prêts à corriger nos erreurs (nous n'évitons pas les erreurs !) et à rectifier notre tir. S'il est nécessaire, que ce soit dans un an ou dans dix, il faudra que nous n'hésitions pas le moment venu de tirer la conclusion que l'apport spécifique de SURVIVRE ne suffit pas à justifier l'existence d'un autre appareil d'action pacifiste, et à dissoudre alors notre Mouvement ou à le faire absorber par un autre que nous jugerions plus adéquat. Cela n'empêchera aucun de nous de continuer, à titre individuel ou comme militant au sein d'autres organisations, une action que nous nous accordons à reconnaître indispensable et urgente.

A. GROTHENDIEK

LISTE DES ADHERENTS DE SURVIVRE

1. Grothendieck (Alexandre), mathématicien, 2, avenue de Verrières,
91 Massy, France (20.7.1970)
2. Messing (William), mathématicien, Dep. of Math., Princeton University,
Princeton (NJ), USA (20.7.1970)
3. Wagneur (Edouard), mathématicien, Dép. de Math., Université de Montréal,
Montréal, Canada (21.7.1970)
4. Edwards (Gordon), mathématicien, Dep. of Math., Queen's University,
Kingston, Ontario, Canada (22.7.1970)
5. Bouchard (Pierre), mathématicien, Dép. de Math. Université de Montréal,
Montréal, Canada (24.7.1970)
6. Casselman (Louise), journaliste à "Our Generation", St. Urban 3934,
Montréal, Canada (24.7.1970)
7. Gauthier (Gilles), mathématicien, Dép. de Math., Université de Montréal,
Montréal, Canada (24.7.1970)
8. Labelle (Denis), mathématicien, Dép. de Math., Université de Montréal,
Montréal, Canada (24.7.1970)
9. Ouellet (Roch), mathématicien, Dép. de Math., Université de Montréal,
Montréal, Canada (24.7.1970)
10. Roy (Ghislain), mathématicien, Dép. de Math., Université de Laval,
Québec, Canada (24.7.1970)
11. Levin (Gerson), mathématicien, Courant Institute, 251 Mercer Street,
New York (N.Y.) U.S.A. (30.7.1970)
12. Chevalley (Claude), mathématicien, 1, rue de Prony, Paris (1.8.1970)
13. Dufour (Julienne), femme de chambre, 2, avenue de Verrières, 91 Massy (4.8.1970)
14. Messing (Sylvia), mère de famille, 35 Tennis Court, Brooklyn, New-York, USA
(6.8.1970)
15. Zimmerman (Max), propriétaire de magasin de sucre candy, 4508 18th Avenue,
Brooklyn, New-York, USA (6.8.1970)
16. Grothendieck (Serge), lycéen, 135, Av. St Marguerite, 06 Nice, France (6.8.1970)
17. Carrasquer (Felix), instituteur, Gillet, 31-Thil (France) (7.8.1970)
18. Escuder (Matilde), institutrice, Gillet, 31-Thil (France) (7.8.1970)

Comment fêter vos 70 ans ? Mais en devenant le treizième adhérent de SURVIVRE, bien sûr, sans vous laisser impressionner par un nombre qui est censé porter malheur, ni par le fait que la plupart des douze adhérents précédents sont des moins de trente ans! C'est du moins ce qu'a décidé le jour de son anniversaire Mme. Julienne Dufour, née le 4 août 1900, femme de chambre, et belle-mère d'un des rédacteurs de SURVIVRE. Elle est après Louise Casselman (journaliste) la deuxième femme adhérente au Mouvement, et est une non scientifique comme elle. (Les deux autres femmes adhérentes, Sylvia Messing et Matilde Escuder, sont également des non scientifiques).

RENSEIGNEMENTS.

ADHESIONS. Envoyer déclaration signée avec nom complet, adresse, profession :

Continent américain : E. Wagneur, 1527 A. Ducharme, Outremont (Canada)

Autres pays : A. Grothendieck, 2 avenue de Verrières, 91-Massy (France).

COTISATIONS (κ), ABONNEMENTS A S U R V I V R E (κκ), DONS, (spécifier nature) :

Continent américain : chèques pour W. Messing, "SURVIVAL",
c/o Math. Department, Princeton University, Princeton (N.J.08540) USA.
(compte de SURVIVAL à la First National Bank of Princeton, Princeton (N.J.08540)
compte n° 60371.)

Autres pays : chèques pour "SURVIVRE" c/o A. Grothendieck, 2 avenue de Verrières,
91-Massy (France). (Compte à la BICS, Massy, compte n° 40 27 005411.)

(κ) Les cotisations d'adhérents pour 1970 sont fixées à un jour de salaire au
jour du 1er Janvier 1970 (salariés), ou un jour de revenu de l'année
précédente.

(κκ) Abonnements pour l'édition française de SURVIVRE : 36 F pour l'année
(comprenant 12 numéros) pour les non-adhérents. La cotisation des adhérents
de SURVIVRE inclut l'abonnement au journal SURVIVRE.

ARTICLES et CORRESPONDANCE POUR S U R V I V R E : écrire à l'un des rédacteurs de
SURVIVRE, de préférence en double exemplaire, à l'une des adresses suivantes :
G. Edwards, 952 Portsmouth Avenue, Kingston, Ontario (Canada).
A. Grothendieck, 2 avenue de Verrières, 91-Massy (France).

En préparant un manuscrit pour SURVIVRE, n'oubliez pas qu'il doit être accessible
à tout lecteur à l'esprit ouvert, qu'il ait ou non reçu une instruction supérieure.

PERMANENCE pour contacts personnels :

A. Grothendieck, les mardi de 13 à 16 heures ou sur rendez-vous (Tél : 920-13-34)
adresse ci-dessus.

C. Chevalley , les lundis de 15 à 18 heures, I, rue de Prony, PARIS 17°

NB. Les frais d'impression pour le n°1 de SURVIVRE
ont été couverts exclusivement par les contributions
personnelles des adhérents actuels du Mouvement.
Les frais pour les numéros ultérieurs seront couverts
exclusivement par les cotisations des adhérents et
par les abonnements à SURVIVRE, en attendant l'or-
ganisation de la mise en vente des numéros séparés
de notre journal.

ER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

La reproduction et la diffusion de SURVIVRE, journal
du Mouvement SURVIVRE, sous forme intégrale ou sous
forme d'extraits, que ce soit en la langue d'une des
éditions originales ou en traduction dans une autre
langue, est expressément autorisée par SURVIVRE et
vivement recommandée, sauf dans les cas expressément
mentionnés.

Directeur de la publication: C. CHEVALLEY, I, rue de Prony PARIS 17°

Imprimerie S.DACQMINÉ. R.CHEHET gérant 58,rue du Fg. Montmartre PARIS 9°